

**Flexibilité du travail :**  
**c'est le gouvernement qui plie...**  
**...aux injonctions des patrons**

P. 5

# **lutte**

## **ouvrière**

**Violences**  
**policières**  
**en**  
**Afrique**  
**du Sud**

P. 9

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 879 - 6 avril 1985 - prix : 6 F

réforme électorale :

**A droite, la magouille uninominale**

**A gauche, la proportionnelle  
 revue et corrigée**

**S.O.S.**  
**NATIONALISME**

**Les travailleurs**  
**n'ont pas de patrie!**

P. 2-3



## Dans le monde

Page 8 :

- Le Brésil affamé nourrit les vaches des pays riches.
- Soudan : les affameurs.

Page 9 :

- Afrique du Sud : les violences policières ; l'impact de la crise économique.
- Etats-Unis : les marchands d'armements soignent leurs commanditaires... et leur client.

## En France

Page 4 :

- Manipulation autour des chiffres du chômage.
- Renault-Billancourt ; UAP Jules-Lefebvre.

Page 5 :

- Flexibilité : le gouvernement va plus loin que le CNPF.
- Le CAP de « chercheur d'emploi ».

Page 6 :

- La Redoute (Nord) ; Hospices Civils de Lyon.

Page 10 :

- Aérospatiale Les Mureaux ; Snecma Gennevilliers ; Rhône-Poulenc Santé ; SNCF Gare de Lyon.

Page 11 :

- Grève des manipulateurs radio : d'un mouvement au CHU de Rouen à une manifestation.

Page 12 :

- La fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.
- Guadeloupe : La gauche obtient la présidence du Conseil général.

Page 16 :

- Après les nationalisations et leurs indemnités, la grande braderie ?

## Culture

Page 13 :

- Livres : *Coco belles nattes* de D. Prévost ; *Le nouveau Nouveau Monde* ; *Le Florentin*, le roman de Dante de M. Benoit-Jeannin.

Pages 14 et 15 :

- Films : *Le flic de Beverley Hills* ; *La petite fille au tambour* ; *Falling in love* ; *Le baiser de Tosca* ; *Antarctica* ; *Pianoforte*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# Les prolétaires n'ont pas de patrie

Un jeune Marocain assassiné à Menton par des voyous « qui n'aimaient pas les Arabes », une bombe dans un cinéma juif, un jeune Algérien abattu à la carabine à Miramas, près de Marseille, un Réunionnais arrosé d'essence et brûlé vif à Clermont-Ferrand, ces actes odieux ont des motifs variés, parfois pas de motif du tout. Mais ils ont tous en commun d'être non seulement stupides mais d'être le fait d'assassins, de meurtriers aussi misérables, aussi pauvres, aussi opprimés que leurs victimes.

Ce n'est pas Nixon faisant bombarder le Vietnam ou Reagan faisant envahir la petite île de Grenade : il s'agit ici de misérables assassinant d'autres misérables. On appelle ça du racisme, et c'en est. Mais c'est aussi du nationalisme, du chauvinisme, de la haine de tout ce qui est étranger.

Certains de ces actes ont suscité des réactions. La bombe dans le Festival du cinéma juif a provoqué une manifestation de 4 000 à 5 000 personnes dimanche matin sur le lieu de l'attentat, à Paris. Des vedettes, des hommes politiques, des commerçants et puis certainement aussi beaucoup de gens plus simples.

L'assassinat du jeune Marocain de Menton a provoqué une réaction à l'appel de « Touche pas à mon pote », qui s'est surtout traduite par des réunions, des manifestations de la jeunesse lycéenne, mais aussi par des débrayages dans différentes entreprises.

En fait, tout comme ces attentats sont sensiblement différents entre eux, les réactions anti-racistes le sont aussi, et pour les mêmes raisons.

Beaucoup de ceux qui réagissent ne réagissent que parce que c'est eux-mêmes ou leur communauté qui sont touchés. Mais ils réagissent beaucoup moins quand c'est une autre communauté qui l'est. Et la communauté, c'est parfois une communauté nationale, et parfois une communauté sociale. C'est ainsi qu'on voit plus de vedettes manifester quand c'est une bombe dans un cinéma que quand c'est un hôtel de travailleurs immigrés qui est incendié.

On pourrait croire que c'est parce qu'il s'agit dans un cas de Juifs et dans l'autre d'Arabes ou d'Africains. Mais en réalité la frontière qui passe là est une frontière sociale, une frontière de classe. Dans un cas on touche aux valeurs culturelles dans lesquelles tous les intellectuels veulent se reconnaître, et dans l'autre on touche à de simples travailleurs.

C'est pourquoi les réactions du mardi 26 mars,



après le meurtre du jeune Maghrébin de Menton, sont bien plus importantes, parce qu'elles ont été le fait de la jeunesse, mais aussi d'une partie de la classe ouvrière en tant que telle, sur les lieux de travail. Une partie qui aurait d'ailleurs été bien plus importante si les organisations syndicales avaient appelé à s'y associer plus généralement qu'elles ne l'ont fait.

Beaucoup de gens se disent anti-racistes. Même Le Pen. Son organisation a fait un communiqué pour protester contre la bombe du cinéma. Le Pen n'est pas raciste... quand cela risque de lui aliéner des voix et des soutiens politiques. Par contre, il n'hésite pas à dire, à affirmer, à répéter que les travailleurs immigrés sont les responsables du chômage. Le Pen ne se prétend pas raciste, il dit défendre la France. Il est simplement nationaliste.

Il est de ces gens, très nombreux, qui veulent faire croire aux travailleurs, aux pauvres, aux exclus de la richesse, que les vraies frontières ne passent pas entre eux et les riches, mais qu'elles passent entre les pauvres, les travailleurs, parce qu'ils seraient de nationalités différentes.

Qui a intérêt à faire croire à un travailleur français qu'il a quelque chose de plus en commun avec Mitterrand, Chirac, Giscard et Le Pen, parce qu'ils sont français, qu'avec le travailleur maghrébin qui pointe à la même pendule et tra-

vaille sur la machine d'à côté ? Ce sont les mêmes, fondamentalement, que ceux qui veulent faire croire à un travailleur marocain qu'il a plus en commun avec Hassan II qu'avec le travailleur algérien qui partage non seulement le même travail que lui, mais le même foyer et aussi la même haine de la part de « bons Français » chauvins et racistes. Sans doute les mêmes que ceux qui veulent faire croire aux Algériens que les flics de Chadli sont différents des flics de Bourguiba. Ce sont les mêmes qui ont intérêt à faire croire à des militants palestiniens ou à des musulmans libanais, que les quelques jeunes Juifs qui vont mourir parce qu'ils ont assisté à un Festival de cinéma juif sont ses adversaires au même titre que les dirigeants de l'Etat d'Israël et qu'il a intérêt à jeter les premiers dans les bras du second.

Non, seuls les prolétaires peuvent être frères, car ils partagent la même exploitation. Les prolétaires n'ont pas de patrie. Les seuls véritables étrangers sont leurs exploiters.

Prolétaires, parias de tous les pays, unissons-nous, car nous seuls pouvons faire disparaître l'exploitation de l'homme par l'homme, ses corollaires racistes et chauvins, et faire en sorte qu'il n'y ait plus qu'un seul peuple, toute l'humanité, et qu'une seule patrie, la Terre.

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# Réforme électorale : A droite, la magouille uninominale à gauche, la proportionnelle revue et corrigée

**D**U côté des hommes politiques de la droite qui critiquent le changement de scrutin électoral au nom de la démocratie, ce n'est certes pas le culot qui fait défaut.

Pourtant, s'il est un scrutin antidémocratique, c'est bien le scrutin majoritaire actuel, imposé par De Gaulle en 1958, où le découpage et le charcutage des circonscriptions électorales permettent à 20 000 ruraux d'avoir un député quand 100 000 ouvriers n'y suffisent pas toujours, où ceux qui obtiennent 30 à 40 % des suffrages dans le pays peuvent remporter une majorité écrasante à l'Assemblée ! La droite a bénéficié de ce mode de scrutin pendant 23 ans. Et voilà qu'aujourd'hui les champions de la magouille électorale se posent en champions de la liberté. Il faut oser ! Et ils osent.

Ils ont été rejoints en cela par Rocard, qui décidément vise bien loin, lui qui n'aura ses chances qu'après que le balancier aura eu le temps de revenir, si Chirac est élu après Mitterrand, et devra néanmoins faire retailleur à sa mesure le costume de De Gaulle qu'il voudrait endosser... En attendant, il fait ce qu'il peut pour plaire à la bourgeoisie comme aux classes possédantes.

Alors, le scrutin de Mitterrand n'a pas de mal à être moins antidémocratique que le précédent. Ceci dit, le mode de représentation le plus démocratique serait la proportionnelle intégrale, avec une seule liste nationale par parti, permettant à toutes les opinions politiques d'être représentées à l'Assemblée, proportionnellement à leur influence réelle parmi les électeurs. Un courant qui a 1 % des voix devrait avoir 5 députés sur les 500 de l'Assemblée. Mais la proportionnelle départementale à la plus forte moyenne, proposée par Mitterrand, elle, écartera tout autant que le scrutin précédent les courants minoritaires et fera même qu'un parti qui obtient 20 à 25 % des voix dans un département peut ne pas réussir à obtenir un député, même si, peut-être, dans un autre, 10 % pourront suffire, ce qui restera malgré tout l'exception.

De fait, ce mode de scrutin n'est guère plus démocratique que le précédent. Mitterrand s'est d'ailleurs contenté de reprendre la loi électorale de l'immédiat après-guerre, concoctée par De Gaulle et faite sur mesure pour les trois grands partis de l'époque.

Avec le nouveau scrutin, Lutte Ouvrière n'aura pas plus les moyens d'avoir des députés qu'avec l'ancien, alors qu'avec un système plus démocratique comme la proportionnelle intégrale elle devrait avoir une dizaine de députés. Quant au Parti Communiste, il risque de souffrir beaucoup du nouveau scrutin, en étant amputé de bon nombre de ses députés actuels, tout en faisant le même score.

Ceci dit, même la proportionnelle intégrale ne donnerait pas un système de gouvernement plus démocratique. La représentation politique du pays à l'Assemblée serait certes plus fidèle qu'elle ne l'est aujourd'hui. Seulement, ce n'est pas à l'Assemblée qu'est le pouvoir, ni les moyens de faire pression sur le pouvoir. De ce point de vue, les dix députés de Lutte Ouvrière pourraient peut-être faire du bruit, mais n'auraient aucun moyen de changer quoi que ce soit. Et si le Parti Communiste était lui-même plus justement représenté, cela ne changerait rien non plus. On l'a bien vu, lorsqu'il a pu faire le plein de ses députés, en 1981. Cela ne lui a pas permis d'infléchir en quoi que ce soit la politique du gouvernement.

La seule démocratie réelle serait d'enlever leurs moyens à tous ceux qui n'ont pas besoin d'être élus pour commander aux hommes du gouvernement, à tous ces gens des conseils d'administration, de la finance et de l'industrie, qui ont leurs hommes à eux dans tous les ministères, à la tête de l'armée, de l'administration et de la justice, quand ce n'est pas au sein même du Conseil des ministres, comme c'était le cas avec Giscard ou Pompidou, anciens grands commis des banques d'affaires.

Cela, le PCF en serait capable s'il le voulait, s'il voulait s'appuyer sur la force des travailleurs dans le pays. Et Lutte Ouvrière, elle dont la force est d'être avec les travailleurs, le pourra le jour où les travailleurs décideront d'ôter aux possédants leurs moyens de peser sur la vie politique. Cela, ce serait une révolution sociale, la révolution qu'il faudra bien que la classe ouvrière fasse un jour, si on veut sortir l'humanité de l'inégalité, de l'oppression, de l'exploitation, du chômage, des crises et des guerres.

Arlette LAGUILLER

## A propos des manifestations antiracistes des samedi - dimanche 30 et 31 mars à Paris et de l'accueil des slogans prolétariens

Samedi 30 mars, à l'appel de plusieurs associations de travailleurs immigrés et du MRAP, 2 000 manifestants ont défilé de la gare Montparnasse à la Bastille, pour protester contre l'assassinat du jeune Marocain à Menton. La manifestation était soutenue par SOS-Racisme.

Le lendemain, dimanche, environ 5 000 manifestants se sont rassemblés devant le cinéma Rivoli-Beaubourg — où la veille une bombe avait explosé — avant de se rendre au Mémorial du martyr juif. A l'appel de diverses organisations juives, étaient venues des personnalités politiques de droite comme de gauche, nombre d'artistes aussi. Des militants de SOS-Racisme étaient aussi présents.

Les militants de Lutte Ouvrière ont bien entendu soutenu ces deux manifestations. Certains de nos camarades portaient le badge de SOS-Racisme, mais aussi des badges exprimant mieux nos idées et dont les textes étaient : « Mon peuple : l'Humanité. Ma patrie : la Terre. Proletaires de tous les pays unissons-nous » pour l'un ; et « Les prolétaires n'ont pas de patrie, les seuls étrangers sont les exploités », pour le second.

Le samedi, bien des manifestants ont apprécié ces slogans et nous ont demandé ces bad-

ges pour les porter. Il est à remarquer cependant que quelques-uns ont tenu à découper le premier en deux pour n'en garder que la première partie, la moins marquée socialement et politiquement.

Le dimanche, où le public était sensiblement moins de gauche, sinon de droite, nos badges ont reçu un accueil plus mitigé, voire franchement hostile. (Pourtant nos camarades les portaient, sans plus, et surtout sans les proposer à quiconque).

Ces réactions, bien entendu, font partie de la liberté d'expression. Elles ne nous empêchent pas d'être solidaires de tous ceux qui protestent contre cet attentat.

Mais si des manifestants nous déclaraient avec une certaine véhémence qu'ils n'appréciaient pas du tout qu'on puisse les confondre avec des prolétaires, cela signifie que beaucoup de gens qui participent à ces manifestations antiracistes ont, eux, un sens de classe rigoureux.

C'est pourquoi la classe ouvrière, si elle doit soutenir les manifestations ou les actions antiracistes, appelées par des organisations comme le MRAP ou SOS-Racisme, doit conserver, même dans ces combats-là, sa propre organisation politique indépendante.

Car le combat de la classe

ouvrière englobe le combat contre le racisme, tout en étant le seul combat qui vise à supprimer toutes les oppressions et toutes les inégalités qui prennent appui sur les différences de classes sociales.

Les frontières de classes ne sont pas les mêmes que les

frontières nationales ou raciales. Les frontières de classes traversent toute la Terre, tous les peuples, toutes les nations, toutes les ethnies.

C'est pourquoi la classe ouvrière, même si elle soutient leurs luttes, ne doit pas se mettre à la remorque d'organisations de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoisie (et, être « apolitique », c'est ce que cela veut dire). Même lorsque leur combat est juste, légitime ou que leurs initiatives sont sympathiques, la classe ouvrière doit se donner les moyens de mener sa propre lutte. Sinon elle risquerait

d'être la principale victime, y compris même, pourquoi pas, au nom de l'antiracisme.

La haine raciale n'est rien auprès de la haine des exploités contre les exploités lorsque ceux-ci se révoltent. Les prolétaires, les parias, les exclus de ce monde doivent constamment s'en souvenir.

La démagogie anti-immigrés de Le Pen vise avant tout les travailleurs, aussi bien français qu'immigrés. Et cette haine envers les travailleurs, n'oublions pas qu'elle est partagée entre autres par Chirac, Barre ou Mitterrand, même si ce n'est pas toujours avoué dans les mêmes termes.

## Aux armes, Chevènement !

Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Education nationale, vient d'annoncer que l'enseignement de la *Marseillaise* sera au programme de l'éducation civique, réintroduite à l'école primaire lors de la prochaine année scolaire.

« Il s'agit, selon Chevènement, d'apprendre aux jeunes les fondements moraux de la République, inséparables de la nation et de la démocratie. »

Mais quels « fondements moraux » la *Marseillaise* peut-elle enseigner aujourd'hui ? Certainement pas les mêmes que lors de sa composition, voici deux cents ans, alors que la Révolution française était en guerre contre l'Europe féodale et qu'elle était reprise par bien des bouches étrangères.

Depuis, la République, la nation bourgeoise, a illustré son fondement moral en faisant couler le sang de 3 000 ouvriers en 1848, de 30 000 en 1871... et en envoyant le peuple à deux boucheries mondiales, au son, toujours, du même hymne guerrier.

Alors aujourd'hui, franchement, quels sentiments les vers suivants peuvent-ils inspirer aux enfants des écoles ?

« Aux armes ! Citoyens,  
Formez vos bataillons,  
Marchons, marchons,  
Qu'un sang impur  
Abreuve nos sillons ! (...)

Amour sacré de la Patrie,  
Conduis, soutiens nos bras vengeurs. (...)

*Que tes ennemis expirants  
Voient ton triomphe et notre gloire. »*

Ah, certes, le Parti Socialiste se proclame antiraciste et soutient la campagne de SOS-Racisme.

Mais cette soudaine décision pédagogique arrive à un drôle de moment. Le gouvernement socialiste craint-il que la réaction antiraciste de la jeunesse et d'une partie de la classe ouvrière se transforme naturellement en réaction antichauvine et antipatriotique ? Tiendrait-il à n'inculquer à la jeunesse qu'un antiracisme hypocrite, qui s'arrête respectueusement aux préjugés nationalistes ?

En attendant, les ministres socialistes, bien nationalistes, répandent les pires préjugés chauvins et patriotiques, ces poisons des peuples. Et ce n'est certainement pas Le Pen qui désapprouvera la décision de Chevènement.



dans  
les entreprises

□ RENAULT-Billancourt



## Débrayage pour protester contre les attentats racistes

Après les crimes racistes du dernier week-end, succédant à celui de Menton, l'émotion était importante sur les chaînes de l'île Seguin.

Si la semaine précédente la CFDT avait organisé des assemblées sur les chaînes avec proposition de débrayage, ceux-ci n'avaient été que peu suivis.

Cette fois, la CGT a mis tout son poids dans la balance, organisant des meetings à l'entrée de l'île et des réunions dans les différents secteurs de chaîne, pour aboutir mardi dans chaque équipe à un rassemblement. Dans chacun de ces rassemblements la participation était importante, environ 400 à 500 travailleurs à chaque fois. Pendant toute la durée des prises de parole, de 45 minu-

tes à une heure environ, les chaînes n'ont pas du tout fonctionné.

Quant à la nature des discours des dirigeants CGT, ils ont tourné autour de la dénonciation du racisme, sans évidemment aller au-delà, dénonçant aussi le

laisser-faire des ambassadeurs des différents pays de l'immigration.

Le public, essentiellement immigré (les secteurs professionnels français n'ayant pas été invités à s'y joindre), a observé à la fin une minute de silence à la

demande de la CGT et plus ou moins approuvé une motion demandant à la justice et au gouvernement français de faire observer avec la plus grande rigueur les lois contre le racisme.

Correspondant LO

## Meeting au département 14

Au Département 14, mardi matin, un meeting a eu lieu. Le meeting était organisé par des militants locaux de la CFDT auxquels se ralliait la CGT. Il s'est déroulé à la pause de la chaîne de montage des moteurs de R 4. 70 ouvriers, principalement des travailleurs émigrés, étaient là, sur les 250 travailleurs aujourd'hui dans le département.

L'orateur de la CFDT a parlé en premier, dénonçant le racisme, mais aussi le nationalisme et a terminé sa prise de parole par « *Pro-létaires de tous les pays, unissez-vous* ». Il a proposé un quart d'heure de débrayage et a été applaudi. Un des secrétaires de la CGT insista, lui, sur « *l'unité contre le racisme* » et proposa une motion, tout en se ralliant

au quart d'heure de débrayage. En fait une vingtaine de travailleurs ont débrayé et ont porté la motion à la direction du Département. Ce débrayage, bien peu suivi, a satisfait ceux des travailleurs qui voulaient marquer le coup. Certains ont toutefois regretté de ne pas être plus nombreux.

□ UAP - Jules Lefebvre (Paris 9<sup>e</sup>)

## Coup de force de la direction

En octobre 1984, la direction de l'UAP avait annoncé un plan de restructuration et de filialisation, entraînant des transferts de personnel concernant près de 1 500 personnes entre Paris-La Défense-Paris. La direction réorganisait ainsi, pour accroître ses profits, en considérant dans l'affaire les employés comme des pions.

Ce projet a suscité de nombreuses réactions d'hostilité de la part des établissements concernés. C'est à Jules-Lefebvre (dans le 9<sup>e</sup>), où 700 personnes étaient concernées par la mutation à la Tour Assur (Défense), que le personnel a manifesté le plus clairement son refus de la restructuration et du déménagement par de nombreux débrayages, assemblées générales et manifestations.

A la veille des vacances de Pâques, le personnel avait encore réaffirmé son opposition au plan de la direction en débrayant massivement vendredi 29 mars.

A partir du 1<sup>er</sup> avril, une bonne partie du personnel était partie en vacances, et les servi-

ces étaient déserts. C'est ce moment que choisit la direction pour appliquer son plan, du jour au lendemain. Elle prenait ainsi ses précautions, consciente des risques de réaction des employés. Ainsi, le 2 avril à midi, la direction faisait diffuser une note informant que les premiers services à déménager le seraient le lendemain ! Cette nouvelle fit l'effet d'une véritable provocation ! Immédiatement, à l'appel des syndicats, le personnel se réunissait en assemblée générale et décidait de refuser de

participer aux opérations de déménagement et d'appeler les services non concernés à se regrouper durant la journée dans les bureaux visés par le déménagement.

Le lendemain matin, les camions de déménagement, la direction et un huisier de justice étaient sur place de bonne heure. En trois heures, tout était embarqué : dossiers, armoires, archives, etc. Les patrons avaient mis le paquet... Le sentiment qui domine est que la direction a pour l'instant remporté une manche, même si

personne n'a aidé au déménagement et si de nombreux collègues sont venus témoigner leur solidarité.

Cela dit, il reste plus de 600 postes de travail à transférer à Jules-Lefebvre, 400 de Le Peletier à Jules-Lefebvre, 300 de la Tour Assur (La Défense) à la Place Vendôme, et d'ici le 15 avril, tout le monde sera rentré de vacances.

Il se pourrait bien que la direction n'en soit pas quitte pour autant.

Correspondant LO

## Les profits de la crise

Si l'on en croit le dernier bulletin de la Confédération de l'Industrie Britannique (l'équivalent de notre CNPF) cité par *Le Figaro* du 2 avril, les patrons britanniques sont optimistes : ils prévoient pour 1985 un taux de croissance économique de 4 %, le plus élevé depuis douze

ans. Et leurs bénéfices se sont accrus de 23 % en 1983 et de 22 % en 1984. Pour eux donc, tout va bien.

Dans le même temps, le chômage a atteint 3,3 millions de personnes (13,2 % de la population active). Et comme les patrons britanniques prévien-

nent que, croissance ou pas, il y aura de toute façon peu ou pas d'emplois créés, c'est un chiffre qui a toutes les chances de continuer à croître.

Les patrons (anglais) sortent peut-être de la crise... en y enfonçant l'ensemble de la société.

J.-J. L.

## Manipulation autour des chiffres du chômage

Le chômage ne cesse d'augmenter. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée, interpellant le Premier ministre sur la situation de l'emploi, affirmait qu'au cours des années 1983-84 le nombre d'emplois a diminué de 449.000, de façon absolue, c'est-à-dire déduction faite des emplois créés durant la même période. Et « *pour la première fois, continuait le dirigeant communiste, le chômage affecte plus les salariés adultes, souvent chefs de famille, que les jeunes* ».

Cela est sans doute dû à divers expédients, dont les TUC, qui dans les statistiques tendent à freiner le chômage des jeunes, « *mais aussi aux 430 000 licenciements économiques recensés en 1984 : chiffre sans précédent* ».

Le chômage ne cesse d'augmenter, mais toute la politique du gouvernement consiste à masquer le nombre réel des demandeurs d'emploi : aux jeunes les TUC, aux licenciés pour raisons économiques, les contrats formation-conversion ou recherche-emploi. Mais, cela ne suffisant pas à freiner les chiffres du chômage, le ministre du Travail réfléchit actuellement à des dispositions qui s'adresseraient aux chômeurs de longue durée ou en fin de droit, c'est-à-dire, la plupart du temps, aux plus âgés des demandeurs d'emploi.

Pour les chômeurs de longue durée et de plus de cinquante-sept ans et demi, par exemple, le ministère pourrait décider leur accueil dans un régime de solidarité financé par l'Etat, jusqu'à l'âge de la retraite. En échange de quoi, ces travailleurs devraient renoncer à la recherche d'un emploi. Ainsi, 60 000 demandeurs d'emploi disparaîtraient des statistiques du chômage.

Mais à l'augmentation du nombre de chômeurs s'ajoute aussi l'allongement de la durée du chômage, et donc un nombre toujours croissant de chômeurs exclus de toute indemnité ou ne touchant que 41,40 F par jour. Verser même une telle aumône à des travailleurs qui ont été privés de leur emploi, c'est trop pour Michel Delebarre, le ministre du Travail. Il envisagerait de créer un dispositif proche des TUC pour tous les chômeurs en fin de droit, afin de rentabiliser les quelques francs que l'Etat leur verse chaque jour.

La politique des gouvernants et des patrons a toujours été d'expliquer qu'il était nécessaire que les entreprises fassent du profit, pour que demain elles puissent investir et après-demain créer des emplois. Le ministère des Finances reconnaît d'ailleurs que la trésorerie des sociétés capitalistes ne s'est jamais aussi bien portée — plus de 120 milliards de crédits publics leur ont été accordés. Mais les investissements et les créations d'emplois n'ont pas progressé pour autant. Au contraire même, c'est pour augmenter ses profits que le capital porte des coups à l'emploi.

Georges LATTIER



## FLEXIBILITE

# Le gouvernement va plus loin que le CNPF

Le ministère du Travail vient de porter, par décret, la durée maximale des contrats à durée déterminée de douze mois à vingt-quatre mois, pour les chômeurs inscrits depuis plus d'un an à l'ANPE pour raisons autres qu'économiques.

Pour l'instant, cette mesure pourrait concerner les 450 000 chômeurs dans ce cas, sur les 2,5 millions officiellement recensés. Mais, la durée du chômage augmentant régulièrement, cela risque de concerner rapidement plus de chômeurs.

Jusqu'à présent, outre le travail intérimaire, les entreprises pouvaient embaucher des travailleurs soit avec un contrat à durée indéterminée (ce que tout le monde appelle

l'embauche « définitive »), soit avec un contrat à durée déterminée, dont la durée maximale était depuis février 1982 de six mois, renouvelable en une seule fois.

Si avant la crise l'embauche « définitive » était la règle, depuis des années les patrons ont réussi, en profitant de la crise, à multiplier les emplois précaires — intérim, contrats provisoires dits à « durée déterminée » —, ce qui leur permettait de se dispenser des formalités juridiques quand ils licenciaient. Et quand le patronat réclame à cor et à cris l'assouplissement des conditions d'embauche, il veut en fait que la législation lui facilite les licenciements.

Le gouvernement a

donc fini par intervenir directement dans la polémique qui oppose syndicats et patronat sur la « flexibilité » de l'emploi ; le projet d'accord de décembre dernier entre le CNPF et la plupart des syndicats, et que seule l'opposition de la CGT avait réussi à faire différer, prévoyait pour les contrats à durée déterminée une durée maximale de dix-huit mois. Le gouvernement fait donc plus et mieux que le CNPF, en décidant vingt-quatre mois !

Avec une telle durée, relativement longue, il s'agit d'une véritable incitation à ne plus utiliser les anciens contrats « à durée indéterminée », mais au contraire à généraliser les contrats provisoires.

## Le CAP de « chercheur d'emploi »

Une petite brochure, *Après le LEP*, est diffusée actuellement dans les lycées d'enseignement professionnel par le ministère de l'Education nationale.

Prudent tout d'abord, le ministère ne s'engage pas : avec le CAP et le BEP « vous avez plus de chances de trouver un emploi ». Mais rien n'est sûr. Et suivent alors cinq pages pour savoir « comment chercher un emploi » car il est fini le temps où les LEP pouvaient placer leurs élèves : « Lisez les petites annonces, peut-on lire. N'hésitez pas à prendre des contacts directs » (...) « N'oubliez pas que très souvent c'est en vous adressant directement aux entreprises que vous trouverez un emploi (...) Sachez utiliser les pages jaunes des annuaires de votre région ». Il y a aussi l'intérim, « situation instable, mais ce peut être un moyen d'avoir une expérience professionnelle variée ».

Les intérimaires apprécieront : devoir faire n'importe quel boulot à n'importe quel prix, quelle expérience ! Mais l'intérim, lit-on toujours, « peut parfois déboucher sur une embauche définitive ». Là, le rédacteur s'abstient de donner les bonnes adresses.

La brochure propose aussi des stages divers, dont aucun ne débouche à coup sûr sur un emploi ; entre autres les fameux TUC, travail à mi-temps payé moins qu'un demi-SMIC.

Plus loin, c'est un petit hymne à la mobilité : Claire et Antoine, au sortie du LEP, vont chez « Dubois Méca », l'une au bureau d'études, l'autre aux ateliers, avec son CAP de mécanicien ajusteur. Mais l'entreprise est absorbée par



Extrait de la brochure *Après le LEP*

une plus grande. Il faut aller travailler à 300 kilomètres. Claire accepte et un avenir intéressant lui est promis. Antoine préfère rester sur place : « Il aime les contacts :

on lui propose un contrat de qualification comme serveur ». Et le voilà... garçon de café. Les voies de la mécanique sont impénétrables !

M.B.

## L'ANPE montre l'exemple

L'ANPE devrait embaucher 850 jeunes au titre des TUC. C'est *L'Humanité* du 2 avril qui donne cette information, citant une annonce de l'ANPE d'Orléans, recherchant « une secrétaire bac G1 ou CFES exigé, durée 3 mois renouvelables, 1 200 F pour mois, 80 h par mois ».

Après tout, que l'ANPE soit partie prenante de ce

nouveau tuc pour dégonfler les chiffres du chômage, c'est logique.

Quant aux jeunes qui y seront embauchés, non seulement ils ne quitteront pas le bureau de chômage, mais ils devront même y rester, 20 heures par semaine ! Tucard ou chômeur, il n'y a vraiment plus que le nom qui change.

# Le parcours du licencié

Sur les 1905 licenciés de Talbot, 1483 sont entrés en formation. C'est la « Commission du suivi des licenciés » (avec des représentants de la direction, des syndicats et des pouvoirs publics) qui vient de publier ces chiffres.

Sur ces 1483 travailleurs, 1228, considérés comme « quasiment analphabètes » par l'AFPA, sont entrés dans des stages de préformation. 1000 d'entre eux sont arrivés au bout. Et sur ces 1000, 235 ont pu entrer dans des stages de « forma-

tion qualifiante sanctionnée par un titre professionnel reconnu » et 700 dans des « formations professionnalisantes non sanctionnées ».

Comme on voit, d'une étape à l'autre, les effectifs fondent. Et pour l'instant c'est bien le seul résultat tangible de ces « formations ». Des formations qui, pour Talbot et pour le gouvernement, ne visaient qu'à faire passer la pilule des licenciements.

Les stages passent, les licenciements restent !

## Licencier dans la sidérurgie, ça rapporte

Les gouvernements se succèdent et utilisent les mêmes recettes dans la sidérurgie : subventions massives et licenciements tout aussi massifs.

Le dernier plan acier, annoncé il y a un an, prévoyait 20 000 licenciements entre 1984 et 1987. Les directions d'Usinor et Sacilor viennent d'annoncer le chiffre de 1985 : 11 000. Les patrons de la sidérurgie, c'est-à-dire l'Etat, prennent donc de l'avance dans leur plan !

En même temps on apprenait que, en 1985 toujours, la sidérurgie touchera 10 milliards de francs de subventions gouvernementales, alors que les pertes annoncées par les deux groupes pour 1984 s'élèvent en tout à 5 milliards de francs.

Même si l'on admet ces chiffres, il reste donc 5 milliards de « prime » pour 11 000 licenciements, soit environ 45 millions de centimes par travailleur licencié...

## Marchands de vent

Lorsqu'en 1979 Lionel Stoléru avait lancé l'idée du « million au retour », accordé à tout travailleur immigré acceptant de retourner chez lui volontairement, la proposition avait alléché d'autres gens que ceux auxquels on pouvait penser...

Le *Canard Enchaîné* du 3 avril dernier rapporte en effet que deux hommes d'affaires véreux — un Français et un Marocain — se sont mis aussitôt en quête des immigrés marocains porteurs de ce million et de quelques autres, pour leur proposer d'acheter une maison à Casablanca, vendue 80 000 F, moyennant une avance immédiate de 35 000 F.

Six cents familles ont fait l'avance demandée.

Il restait ensuite à « promener » les acquéreurs un peu trop curieux sur des chantiers plus ou moins fictifs. Au passage, les acheteurs s'aperçurent qu'ils étaient en fait « associés », car la société SCIME qui leur vendait cette maison était une association. En conséquence de quoi, ils étaient partiellement responsables de ses pertes.

Les deux responsables

furent très longtemps introuvables, ayant abandonné le siège de leur association et ayant maille à partir avec la justice pour d'autres combinaisons. Mais l'année dernière, ils ne se dégonflèrent pas et écrivirent à leurs « associés » contraints et forcés, pour leur demander un peu... de rallonge. La cherté imprévue du terrain imposait désormais qu'ils versent tous 75 000 F de supplément. Ceux des Marocains qui essayèrent de se retirer de cette mauvaise opération et de se faire rembourser leur mise de départ apprirent que, d'après un règlement qu'ils n'avaient évidemment jamais eu entre les mains, ils devaient avoir un remplaçant pour quitter l'association. Un remplaçant difficile à trouver dans de telles conditions.

Le *Canard enchaîné* ne dit pas ce qu'a rapporté aux deux hommes d'affaires le placement des quelque 2 milliards de centimes soutirés à des travailleurs un peu trop confiants. Mais si la maison promise, six ans après, reste toujours un mirage, pour les deux promoteurs sans scrupules ce pactole facilement gagné a été, lui, une véritable... aide en retour.



dans  
les entreprises

□ LA REDOUTE - La Martinoire  
(Wattrelos-Nord)

## « 48 Heures-chrono » : l'envers du décor

La Redoute propose à sa clientèle la livraison en 48 heures des colis commandés. Ce sont les « 48 H-chrono » : « on vous livre en 48 heures ou on vous l'offre », dit la publicité de La Redoute. Ce système, mis en place depuis un an sur le Nord et la région parisienne, s'étend désormais au reste du pays.

Et si des affiches publicitaires disent : « Les 48 H-chrono, c'est du béton », ce qui est sûr c'est que, pour le personnel, c'est coton !

### La charge de travail augmente, pas les embauches

A La Martinoire, l'usine de traitement des colis, là où on emballe, trie, expédie les articles, nous sommes 1 500 employés, surtout des femmes. Et bien qu'avec ce système de livraisons rapides il y ait un surcroît de travail, La Redoute n'a pas embauché. Elle fait souvent appel à des intérimaires, quand les commandes sont nombreuses, par exemple lors de la sortie d'un nouveau catalogue. Lors de l'entretien pour être embauché, on demande à l'intérimaire « s'il est d'accord » pour venir en heures supplémentaires le samedi matin ! Des volontaires désignés d'office !

### A la Martinoire, c'est la flexibilité

La direction voudrait que le personnel, selon ses propres termes, « s'adapte en perma-

nence à de nouvelles manières de procéder, à une certaine mobilité ». Il faut être disponible. Alors, on va « en renfort ». Ou encore, récemment, la direction a obligé les employés d'un service de Roubaix, qui s'occupent de la réception du courrier, à venir travailler un samedi.

Si on n'accepte pas d'être déplacé d'un service à un autre selon les caprices de la direction, c'est un « refus de travail » qui peut être sanctionné. Et le problème des enfants à garder ? Débrouillez-vous : il faut « relever le défi ».

### La Redoute voudrait qu'on ne pense qu'à ça

« Relever le défi, pari tenu », « être les meilleurs et les premiers » : on nous casse sans cesse les oreilles avec ces slogans. Des affiches publicitaires couvrent les murs. Pendant les réunions d'information, on nous communique les chiffres de vente, le nombre de colis remboursés. Au restaurant, on nous a même passé le dernier film publicitaire. Oh ! pas sur le temps de travail ! Non, sur le temps de repas. Enfin... ça faisait longtemps qu'au restaurant on n'avait pas eu de navets !

« La grande équipe Redoute-Catalogue », c'est ainsi que la direction parle du personnel. La direction, qui finance une équipe cycliste, doit confondre ! Il faut dire qu'elle apprécie les images sportives du style : « L'entreprise n'est pas



restée figée dans ses starting-blocks » !

Tout cela pour nous faire croire que nous sommes concernés par la bonne marche de l'opération 48 H-chrono. Elle voudrait que l'on travaille vite, toujours plus vite et sans erreur. Elle voudrait nous faire croire que, quand La Redoute rembourse des colis « 48 H-chrono » en retard, c'est mauvais pour nous. Mais, que La Redoute rembourse ou pas des clients, cela ne change rien à nos salaires qui sont, pour la plupart, juste au-dessus du SMIC !

Alors, une équipe La Redoute ? Une équipe où ce sont les travailleurs qui se défoncent mais où les salaires restent sur la touche.

A l'Emballage, si nous faisons une erreur, c'est l'avertis-

sement écrit. Les pressions sont d'ailleurs partout incessantes. On ne peut pas quitter notre poste de travail avant que les livraisons rapides soient traitées. Certaines chefs voudraient nous empêcher de nous asseoir, de parler et même de rire : on risque de faire des erreurs. Dans cette ambiance, il y a parfois des fous rires mais aussi, cela arrive, des crises de nerfs.

### « Les 48 H-chrono, c'est du béton »... laisse béton !

« Il faut faire face à la concurrence », « il faut conquérir un nouveau type de consommateurs », nous dit la direction. Mais, même du point de vue de la clientèle, ce système est-il vraiment une amélioration ? Est-ce vraiment si urgent de recevoir son pull en 48 h ?

D'ailleurs, la direction l'avoue elle-même : des clients commandent en espérant ne pas recevoir l'article en 48 h et donc recevoir ainsi un chèque-remboursement. Et comme les délais promis sont tenus, des clients renvoient l'article, sans le payer, en disant qu'il ne leur convient pas !

Pour nous, « 48 H-chrono », ça veut dire fatigue, nervosité, sanctions.

Pour la direction, « le Groupe Redoute offre de quoi faire rêver bien des chefs d'entreprise et se réjouir bien des actionnaires », mais sûrement pas les employés qui n'y trouvent que « l'affreux G.R. » !

Correspondant LO

## Instituteurs et parents d'élèves contre les fermetures de classes

En Seine-Saint-Denis, la carte scolaire a été présentée (une fois les élections cantonales passées !) aux syndicats d'instituteurs et de parents d'élèves. Cette carte scolaire prévoit pour l'an prochain 249 fermetures de classes et la suppression de 49 postes sur le département (il y a 8 000 instituteurs).

Les 200 fermetures de classes doivent permettre des ouvertures en maternelle, théoriquement. Les instituteurs doivent être mis dans les collèges ou les brigades de ville comme remplaçants. Cette année, au 2<sup>e</sup> trimestre, la majorité des stages de formation continue ont été purement et simplement annulés, faute de remplaçants. Comme le budget est en baisse, on ferme d'un côté pour boucher les trous ailleurs. Toutes les communes sont touchées, y compris des villes considérées comme zone prioritaire. A La Courneuve, par exemple, 12 suppressions de classes ; fermeture de classes de perfectionnement, qui sont chargées du suivi des enfants en difficultés. A Bondy : 13 fermetures contre 3 ouvertures en maternelle. Certaines classes vont monter à 31 élèves, alors que depuis longtemps les instituteurs réclament 25 élèves par classe.

Face à cette situation sans précédent, instituteurs et parents d'élèves se sont mobilisés.

Mardi 26 mars, 2 000 manifestants ont protesté devant le ministère. Toute la semaine, les délégations se sont succédées à l'Inspection Académique de Bobigny.

Et, comme l'inspecteur refuse systématiquement de les recevoir, jeudi 28 il y a eu grève dans tout le département. Les instituteurs sont venus en force se faire entendre, soutenus par les parents d'élèves. Le vendredi, l'inspecteur d'académie a accepté de les recevoir, une à une, pour faire enregistrer leurs plaintes par un simple fonctionnaire, lui-même n'acceptant de discuter qu'avec les élus locaux. Et toute la journée, quelque 5 000 manifestants sont restés aux portes de l'Inspection Académique. Une seule délégation a obtenu une réponse moins évasive, une promesse de revoir le dossier : la délégation de Blanc-Mesnil, où les parents occupent déjà plusieurs écoles.

Les manifestants se sont séparés en fin de journée, promettant de se revoir le 15 avril, à la rentrée scolaire, pour continuer à se battre.

Correspondant LO

□ HOSPICES CIVILS DE LYON

## Mouvement régional des radios contre la suppression de leurs congés-rayons

Jeudi 28 mars, une journée de grève a eu lieu, rassemblant tous les radios de la région Rhône-Alpes. Les radios des Hospices Civils de Lyon, plus des délégations de tous les hôpitaux (de Vienne, d'Annecy, de Saint-Chamond, Chambéry, Saint-Etienne, Saint-Marcellin dans l'Isère, mais aussi de la Drôme et de la Haute-Savoie), se sont retrouvés pour un meeting à la Bourse du travail de Lyon.

Malgré les vacances, il y avait environ 250 à 300 radios

présents. Après une intervention d'un représentant de la coordination radios des HCL, puis celle des organisations syndicales, chaque représentant des différentes villes de la région est intervenu pour dire ce qui avait été organisé localement. Et ce n'est pas facile, car dans certains petits hôpitaux comme Feurs (Loire) il y a seulement trois manipulatrices radio qui se sentent pas mal isolées. Mais elles étaient quand même en grève ce jour-là, deux étaient

même venues à Lyon nous le dire.

L'idée qui a été retenue à l'issue du débat est de se retrouver dans un mouvement national.

Puis nous sommes tous partis en manifestation à la préfecture porter notre revendication pour qu'elle soit transmise au ministère.

Pour tous, cette action régionale n'était qu'un début. Reste à contacter tous les hôpitaux de France.

Correspondant LO

□ HÔTEL DIEU - Lyon

## Ça chauffe dans la cuisine

A l'Hôtel-Dieu, depuis plusieurs mois, c'est la société EUREST qui fait fonctionner les cuisines.

Bien que la nourriture soit de mauvaise qualité, EUREST se plaint de faire du déficit. Pour résoudre ce problème, la direction a décidé de diminuer les effectifs en mutant quelques

personnes. A la première mutation, l'ensemble du personnel a réagi.

Vendredi 29 mars, une assemblée générale a décidé d'aller en délégation demander des comptes au directeur du personnel. C'est une quinzaine de personnes (sur 25) qui ont posé un ultimatum au direc-

teur : ou il annule la mutation, ou tout le monde est en grève lundi.

Deux heures plus tard, le directeur annulait la mutation et promettait qu'il ne serait plus question de mutation pendant 15 jours, le temps paraît-il de trouver une autre solution.

Correspondant LO





## Les trusts se retirent une fois le citron pressé

Sucre, mais aussi aluminium, nickel, raffineries de pétrole : les îles des Caraïbes, au large du golfe du Mexique, sont livrées depuis des dizaines d'années à la monoculture et à la mono-industrie. Sans, bien sûr, que cela profite autrement aux populations que par les bas salaires versés par les trusts multinationaux. C'est la forme moderne du pillage, la forme capitaliste.

Pendant 20 ans, 30 ans, les grands trusts américains, britanniques, français, hollandais, canadiens ont donc profité de ces réservoirs à matières premières, leurs bénéfices étant garantis par des régimes de paradis fiscaux et les salaires misérables qu'ils versent aux travailleurs.

Mais cela a suffi à transformer radicalement l'économie des îles, les rendant entièrement dépendantes du marché mondial, c'est-à-dire en fin de compte du bon vouloir des trusts des pays impérialistes.

Eh bien, aujourd'hui, ces trusts veulent de moins en moins, voire plus du tout. Avec la crise, les matières premières industrielles ou alimentaires se vendent mal, leurs prix sont tombés. Et les trusts s'en vont, laissant derrière eux les populations qu'ils ont entière-

ment rendues dépendantes des importations, y compris pour les produits alimentaires. C'est le tableau de ces départs, une fois le citron pressé, que dresse une correspondance du *Financial Times*, reproduite dans *Le Figaro* du 3 avril.

A la Jamaïque, le trust américain ALCOA ferme son usine de traitement de la bauxite, après vingt ans d'activité. Il y a un an, la compagnie américaine Reynolds avait cessé d'extraire et d'exporter la bauxite du pays. Ces deux départs représentent à eux seuls un manque à gagner de 60 millions de dollars par an pour l'économie jamaïcaine, soit 2 % de la production intérieure brute du pays.

Même chose dans la République dominicaine voisine, où le départ d'ALCOA a signé l'arrêt de mort de l'industrie de la bauxite. Toujours à Saint-Domingue, le conglomerat Gulf and Western a revendu à bas prix ses exploitations de sucre à deux anciens magnats du sucre du Cuba d'avant 1960. Gulf and Western employait à Saint-Domingue 30 000 personnes... Quant à la Falconbridge, trust canadien du nickel, sa filiale dominicaine affiche de lourdes pertes, prélude à un départ probable.

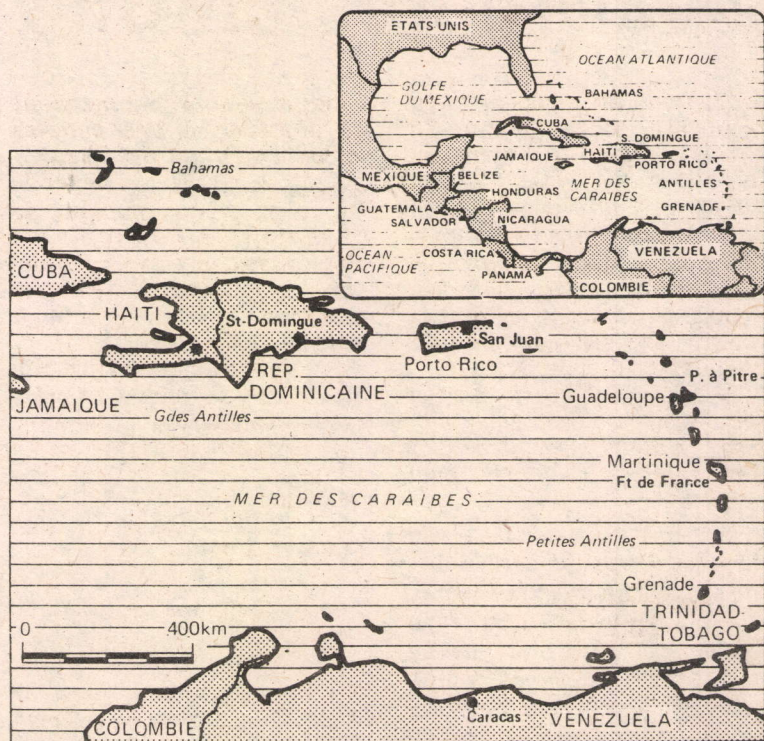
La situation est identique

pour les grands trusts du pétrole qui abandonnent leurs raffineries. Ainsi, Exxon a décidé de fermer sa raffinerie de l'île d'Aruba, dont 60 % de l'économie dépendait. Dans l'île voisine de Curaçao, Shell menace d'en faire autant. A Trinidad-Tobago, c'est Texaco qui veut partir. Dans les îles Vierges, la Hess Oil Co a licencié depuis un an 700 personnes, sur les 1 000 qu'elle employait.

Même Porto-Rico, la plus riche des îles des Caraïbes, un des Etats de la fédération des Etats-Unis depuis 1952, est menacé. Le Trésor américain envisage de supprimer le régime de paradis fiscal dont jouit l'île. Or plus de 600 sociétés possèdent 7 milliards de dollars d'actifs réalisables à court terme à Porto-Rico, et risquent donc de se retirer immédiatement si des taxes devaient menacer leurs profits. 7 milliards de dollars représentent 56,8 % de la production intérieure brute de l'île. Indépendamment même de cela, le trust Union Carbide vient de fermer son usine de produits chimiques.

Les cyclones qui s'abatent régulièrement sur les îles des Caraïbes ne sont rien à côté de ce gigantesque cyclone qu'aura représenté l'implantation des trusts multinationaux.

J.-J. FRANQUIER



## La France dans l'escalade de la guerre Iran-Irak

Alors que tout le monde condamne la barbarie de cette guerre absurde entre l'Irak et l'Iran, guerre qui aurait déjà fait un million de victimes, le gouvernement français, lui, se montre particulièrement discret. Et pour cause : la France est un des principaux fournisseurs d'armes de l'Irak. La revue anglaise spécialisée dans les questions d'armement, *Jane's Defense*, vient d'annoncer que l'Irak serait sur le point de signer un nouveau contrat pour l'acquisition de 48, voire 60 Mirage 2 000, à 275 millions de francs pièce, ainsi que plusieurs dizaines de nouveaux Exocet et autres missiles divers. Ni la France ni l'Irak n'ont démenti l'information.

Au bout de quatre années de guerre, l'Irak est incapable de payer ses commandes au comptant. Qu'à cela ne tienne : le gouvernement français, ne reculant devant aucun sacrifice de vies humaines, avance l'argent... L'Irak doit déjà à la France environ 14 milliards de francs.

Et bien sûr le gouvernement se charge d'assurer le service après-vente : le contrat en cours inclurait la formation de pilotes et d'équipes au sol irakiennes en France, ainsi que l'envoi de conseillers techniques français sur le terrain, en Irak.

Les soldats tués sur le front, les civils victimes de la « guerre des villes », les marins coulés avec leur bateau le devront encore plus qu'avant à des arme-

ments français, utilisés dorénavant selon les bons conseils des militaires français.

Quant aux marchands de mort français, non seulement ils empochent les bénéfices des ventes, mais ils peuvent tester l'efficacité de leurs fabrications et transformer les cohortes de victimes de cette guerre en une immense vitrine publicitaire...

P. N.



### Des industriels toxiques

Mardi 2 avril, à Vénis-sieux, on a découvert par hasard dix fûts d'un acide particulièrement toxique, l'acide fluorhydrique, dans un hangar délabré : l'entreprise installée à cet endroit, ayant cessé son activité depuis plusieurs années, les avait abandonnés, au mépris de toute sécurité.

Le lendemain, alerte à la pollution, sur les rives du Rhin cette fois. A la suite d'une collision entre deux poids-lourds en Allemagne, un incendie s'est déclaré : des émanations provoquées par la combustion des colorants que transportait un des deux camions ont incommodé les habitants du village voisin, Neuenburg. Sur la rive d'en face, en

Alsace, on a déclenché une alerte au gaz. Finalement, l'incident n'a pas eu de conséquences trop graves, bien qu'en Allemagne plusieurs dizaines de personnes incommodées aient dû recevoir des soins.

Bien sûr, la firme Hoechst fabriquant ces colorants a déclaré qu'ils étaient inoffensifs. Quand on voit avec quelle désinvolture les industriels abandonnent des déchets toxiques ici ou là — on se souvient des fûts de dioxine — et quand on sait à quel point ils méprisent les règlements de sécurité, qu'il s'agisse de la fabrication ou du transport de produit de ce genre, on a toutes les raisons de ne pas croire à leurs déclarations.

### Paris Match nul

Dans son numéro du 28 mars, Paris-Match publiait, sous le titre « Sulak, le rebelle fracassé », une photographie décrite comme celle de Bruno Sulak, dans le coma, sur son lit d'hôpi-

tal.

En fait, il ne s'agissait pas du tout de Sulak mais d'un autre malade. Qu'à cela ne tienne : c'est ça le toc des photos.

### Bouchardeau a le petit ticket

Nos ministres ont une fringale de voyages chinois. Selon le *Canard enchaîné*, ils devraient être quatorze, pas moins, à se rendre à Pékin dans l'année.

Chacun tentera de fourguer sa marchandise : qui son lot de locomotives, qui ses centraux téléphoniques, qui ses avions, qui ses centrales nucléaires...

Même Huguette Bouchardeau a réussi à s'insérer

dans la liste, elle qui n'aura pourtant pas grand-chose à vendre. Evidemment, alors que les ministres ont droit à une place en 1<sup>re</sup> classe sur Air-france, elle n'a touché qu'un ticket de classe « touristes ».

Enfin, un fauteuil en classe « touristes », c'est déjà un progrès quand on est une habituée des strapontins ministériels.



# Le Brésil nourrit les vaches des pays riches pendant que ses pauvres meurent de faim

Le Monde diplomatique d'avril consacre un article à l'agriculture brésilienne.

Le Brésil est un pays où des famines ravagent des régions entières, comme le Nordeste, où la faim règne en permanence dans les villes, dans lesquelles les pillages des grands magasins ou des cantines scolaires ne sont pas rares. « Il est fréquent de voir des enfants triant sur des tas d'ordures de quoi manger », comme le décrit le journal.

Et pourtant, « au cours des vingt dernières années, le Brésil a accru de manière remarquable sa production agricole », cette croissance « dépassant largement, pour la grande majorité des produits, la croissance démographique ».

Mais l'augmentation de la production agricole s'est faite exclusivement au bénéfice des cultures d'exportation et au détriment de la consommation.

Après les années 1960, les cultures d'exportation antérieures (café, sucre, cacao) et les cultures vivrières ont été systématiquement remplacées par des produits plus susceptibles de rapporter des devises, c'est-à-dire des produits agro-alimentaires transformés. L'agriculture a été modernisée et est devenue intensive, toujours en faveur de l'exportation. « Le Brésil est ainsi devenu un des leaders des marchés internationaux du soja et, plus récemment, de la viande de volaille et du jus d'orange ».

La culture du soja est l'exemple le plus spectaculaire. En vingt ans, la surface cultivée est passée de 200 000 hectares à un peu plus de neuf millions d'hectares (18 % des terres labourables). 80 % de la production est transformée sur place en tourteaux (nourriture pour animaux) et en huile. Les trois quarts des tourteaux sont exportés et vont nourrir les ani-

maux des élevages industriels occidentaux. Le quart restant sert à l'élevage industriel local... une grande partie de la viande produite étant ensuite exportée vers les mêmes pays occidentaux.

L'agriculture a été profondément bouleversée. « Partout un nouvel acteur intervient : c'est l'entreprise agricole mécanisée ». Ces entreprises agricoles modernes ont entraîné la disparition d'un bon nombre de paysans et emploient peu de salariés permanents, la majorité des salariés étant temporaires, payés à la tâche ou à la journée. « Plus de trois millions de personnes » seraient temporaires et migrantes.

Quand la concurrence, les impôts, les dettes, ne suffisent pas à chasser les paysans, les gros propriétaires ont recours à la violence. « Pratiquement, le mécanisme en est toujours le même : des paysans défrichent et cultivent un coin de terre ; puis des hommes de main viennent les brutaliser, incendient leurs maisons et récupèrent la terre au profit du grand propriétaire qui a commandité leur crime ».

L'agriculture brésilienne a été modernisée, certes, et cela s'est traduit par l'expulsion de millions de paysans, leur réduction à l'état de salariés agricoles en perpétuelle migration, ou leur entassement dans les bidonvilles, pour le seul profit des industriels de l'agro-alimentaire, probablement en majorité occidentaux, et des banques occidentales dans les coffres-forts desquelles retournent les devises gagnées par le Brésil.

Le Brésil est devenu un exportateur d'aliments pour les animaux des pays riches, de viande, de coca-cola, de jus d'orange en direction des mêmes pays riches, alors que sur son immense territoire des millions de gens souffrent de la faim.

P.N.



## SOUDAN

### Les affameurs

Mercredi 3 avril, le Soudan a connu grèves et manifestations. Le mercredi précédent, le 27 mars, des émeutes de la faim avaient éclaté à Khartoum et dans plusieurs autres villes, suivies d'une répression brutale : 8 manifestants tués, 2 400 personnes passées en jugement devant des « tribunaux » d'urgence. La police et l'armée ont entamé un « nettoyage » de Khartoum en chassant de la ville plusieurs centaines de milliers d'affamés. Quant au chef de l'Etat soudanais, le maréchal Nemeiry, il obtenait, quelques jours après les premières émeutes, quelques crédits et une aide alimentaire supplémentaire en céréales de la part du gouvernement américain.

Comme la plupart des pays pauvres, le Soudan est dans une situation catastrophique. L'agriculture est en déclin, le peu d'industries est paralysé. Avec la sécheresse, la famine s'est installée, touchant de cinq à sept millions de personnes et risquant de s'étendre à onze millions d'habitants avant l'été, soit la moitié de la population du pays.

La situation est catastrophique, aggravée encore par les exactions d'une dictature féroce.

Mais ce n'est pas cela qu'un journal comme le Washington Post appelle une « situation économique et politique insatisfaisante ». Non : le problème des milieux dirigeants nord-américains est que le pays est fortement endetté — 9 milliards de dollars, plus que le produit intérieur brut — et est incapable de régler les intérêts de sa dette.

Alors, depuis des mois, le Fonds Monétaire International et le gouvernement américain font pression sur l'Etat soudanais pour qu'il restreigne ses dépenses : en décembre dernier, l'administration américaine bloquait 180 millions de dollars sur les aides votées pour le Soudan pour 1985... Malgré la famine.

Lundi 25 mars, le gouvernement soudanais cédait à leurs exigences et supprimait les subventions aux produits de première nécessité, provoquant une hausse des prix du pain et du sucre de 33 % et de 75 % du prix de l'essence. Ce sont ces mesures qui ont été à l'origine directe des émeutes de la faim.

Mais cela n'a pas dû suffire aux dirigeants américains, puisqu'ils n'ont accepté de débloquer que 67 millions de dollars sur les 180 blo-



Paysans soudanais (AFP)

qués en décembre... Pour les dirigeants américains et les dirigeants de toutes les banques, peu importe qu'il y ait déjà cinq, sept millions d'affamés, qu'il y en ait encore plus demain : l'important est que l'Etat soudanais paye ses dettes !

Lors des émeutes de Khartoum, des milliers d'étudiants, rejoints par des milliers d'affamés, criaient : « Nous avons faim ! », « A bas la Banque mondiale, à bas le Fonds Monétaire International ! », « A bas l'impérialisme américain ! ». Et la voie qu'ils ont choisie est bien la seule qui peut faire reculer une dictature qui, pour obéir aux exigences de l'impérialisme, n'hésite pas à affamer un peu plus une population déjà durement éprouvée.

J.-J. FRANQUIER

## INDE

### Bhopal : encore des fuites

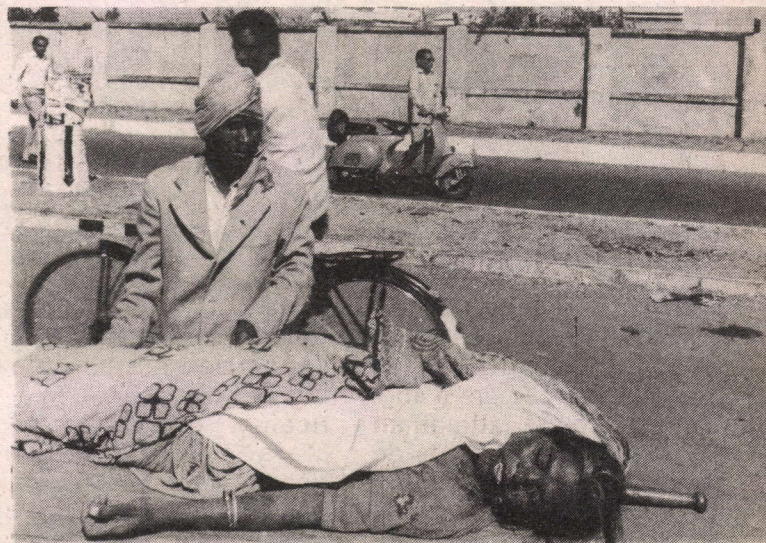
Deux incidents viennent de se produire à nouveau dans l'usine, officiellement fermée depuis le 4 décembre, dans laquelle des transferts de produits ont lieu.

Le 28 mars, une fuite de gaz a affecté une demi-douzaine de personnes, fuite « promptement neutralisée à l'aide de jets d'eau » et « dénuée de danger », expliqua la direction. Le 1<sup>er</sup> avril, une fumée s'est élevée au-dessus de l'usine, provoquant un début de panique. Simple réaction chimique, encore une fois « sans danger », entre l'eau de pluie et de l'acide répandu sur le sol, affirma un porte-parole de l'Union Carbide.

Dés paroles désinvoltes, auxquelles on peut se douter que la population n'accorde aucune confiance.

Encore plus révoltante est l'attitude des dirigeants du trust envers les nombreux malades, victimes de la catastrophe du 3 décembre.

Les spécialistes des services de santé estiment que, sur les 200 000 person-



Bhopal : après la catastrophe de décembre dernier

nes touchées, 100 000 porteront des séquelles : perte de la vision, pneumonie, hémorragies, douleurs, etc. Le quart des femmes exposées au gaz en étant enceintes voient leurs enfants mourir à la naissance. Selon L'Humanité du 1<sup>er</sup> avril, les médecins n'ont toujours pas réussi à mettre au point un traitement efficace contre les effets du gaz car l'Union Carbide refuserait d'en communiquer la composition exacte.

Après avoir causé plus de

deux mille morts, les dirigeants du trust sont assez abjects pour ne pas tout faire pour soigner les survivants. Ils peuvent impunément faire passer leurs secrets commerciaux avant la vie et la santé de leurs victimes. Ils peuvent continuer à mener leur vie bourgeoise de l'autre côté de l'océan, hors de portée de la colère des habitants de Bhopal, bien à l'aise dans leur monde où l'argent n'a pas d'odeur.

P.N.



## AFRIQUE DU SUD

### • Témoignage sur les violences policières



Les manifestants noirs face à la police sud-africaine

En Afrique du Sud la police, qui vient d'être renforcée par des unités militaires, s'est signalée par ses méthodes expéditives. A ce sujet, Black Sash, une organisation de femmes blanches pour l'assistance aux Noirs, a publié un rapport sur les exactions des forces de répression durant les derniers événements. Ce document rapporte que la police tire sur tous les Noirs qui passent à sa portée, le plus souvent avec de petits plombs, et qu'elle a entre autres criblé de plombs les bras, les yeux, la poitrine et la cuisse d'un gamin de douze ans. Les blessés n'osent aller à l'hôpital de peur d'être livrés aux forces de l'ordre. Les policiers font

irruption dans les maisons lors des veillées funèbres, cassent tout, insultent les assistants et les frappent. Ils s'acharnent sur ceux qu'ils viennent d'arrêter : un jeune Noir de dix-huit ans, attaché à une table dans un commissariat, a reçu des coups de pied dans la tête et dans le cou. Mépris, insultes, coups, tels sont les traitements que la police de Botha réserve aux Noirs, quand elle ne les assassine pas purement et simplement.

Une déclaration du pasteur Boesak, dirigeant de l'UDF — le Front Démocratique Uni — va dans le même sens. Il a rapporté en effet que, d'après les habitants de la cité d'Uitenhage où ont eu lieu

les derniers affrontements, les policiers ont achevé des Noirs qui n'étaient que blessés, ce qui ne les a pas empêchés de placer des bâtons et des pierres dans les mains des morts pour accréditer leur thèse de « légitime défense », alors qu'il s'agissait « d'une exécution sommaire, d'un meurtre commis de sang-froid ».

La police sud-africaine fait régner la terreur dans les ghettos. Malgré cela, le mouvement continue et chaque intervention des forces de répression ne fait qu'accroître la haine et la volonté de lutte des Noirs contre un régime ignoble.

S.M.

### • L'impact de la crise économique

A la base de la révolte des Noirs sud-africains, on trouve l'oppression que leur impose le système d'Apartheid mais aussi le fait qu'avec la crise économique leur situation s'est considérablement aggravée.

Dans le dernier budget présenté par le gouvernement figure une augmentation des impôts directs et indirects et, en particulier, une hausse de 2 % (elle passe de 10 % à 12 %) de la taxe générale qui frappe tous les produits de consommation sauf quelques denrées de base. En un an, cette taxe a doublé.

Les Noirs peuvent à peine se procurer des produits de base comme le pain, le sucre et le lait : ils ne gagnent que le quart de ce que gagnent les Blancs. Encore ne s'agit-il que d'une estimation moyenne car, comme le dit un employé noir de Sharpeville interviewé par la

Mais les Noirs, qui représentent les 3/4 de la force de travail du pays, sont aussi les plus atteints par le chômage qui touche deux millions d'entre eux et la plupart des nouveaux chômeurs sont des Noirs de moins de trente ans qui n'ont ni perspective d'emploi ni espoir.

Voilà ce qui les pousse à se révolter encore davantage contre le régime qui veut les écraser, à faire grève (on a compté en 1984 trois cent cinquante grèves, soit trois fois plus qu'en 1982) et à affronter la police dans les townships.

S.M.



La misère des Noirs d'Afrique du Sud : un camp de squatters.

revue américaine *Times*, au sein même de la communauté noire, la distance s'accroît entre les plus pauvres « qui tombent de plus en plus dans la misère » et les plus aisés qui, eux, « s'élèvent de plus en plus ».

### COMMUNIQUE

#### El Hank : un camp d'épouvante à Casablanca

Dans le numéro de mars 1985 de son mensuel, *Maroc-répression*, l'Association de soutien aux Comités de lutte contre la répression au Maroc dénonce de nouvelles arrestations d'opposants au régime de Hassan II, les brimades et mauvais traitements infligés aux prisonniers. Elle publie également un communiqué de l'Association de défense des droits de l'homme au Maroc, dont nous extrayons le passage suivant :

« El Hank est un ancien hôpital psychiatrique désaffecté où se trouvent séquestrés, depuis deux ans, (...) près d'un millier d'adolescents et d'adolescentes, de femmes célibataires et de vieillards.

Tout a commencé en effet en septembre 1982 où, à l'occasion du sommet arabe de Fès, les autorités ont organisé de véritables rafles afin d'« assainir » la capitale économique et de la vider de sa population « marginalisée », et plus particulièrement des paysans récemment chassés de leurs terres par la terrible sécheresse de 1980, 1981 et 1982.

Cette mesure, qui devait être provisoire, a depuis lors été maintenue et systématisée, ce qui a créé un état de psychose chez toute une partie de la population dont les apparences (notamment vestimentaires) suffisent à les désigner aux forces de l'ordre omniprésentes.

Car, en dépit du silence implacable, les Casablancais savent que El Hank est un lieu d'épouvante ou, pour reprendre l'expression d'un intellectuel marocain, « un camp d'extermination ».

En effet, plus de 30 personnes sont décédées des suites des mauvais traitements auxquels la population du camp est systématiquement exposée, ainsi que de la malnutrition et de l'absence totale de soins médicaux.

Trois femmes, dont une jeune fille de 17 ans, ont été victimes de viols de la part des gardes du camp. Cette dernière a accouché en septembre 1984.

Il existe, à l'heure actuelle, 100 « pensionnaires », dont plus de 200 enfants.

L'un des quelques enfants qui ont réussi à déjouer la vigilance des gardes et à s'évader a été recueilli dans un état de délabrement physique et mental total. »

## ETATS-UNIS

### Les marchands d'armements soignent leurs commanditaires...

En quatre ans, le montant des contrats passés entre l'Etat américain et les sociétés d'armement a augmenté de 150 %, atteignant l'an dernier 69 milliards de dollars (soit, en francs, plus de 655 milliards, ce qui représente par exemple près de 15 fois le montant du PIB (produit intérieur brut), soit l'ensemble de la richesse produite en un an) d'un pays comme l'Ethiopie.

Dans le même temps, les fonds versés par lesdites entreprises à des sénateurs et à des représentants américains, ou même à la Maison-Blanche, pour financement de campagnes électorales, ont doublé, atteignant 3,6 millions de dollars. Et il se trouve que, sur les vingt représentants qui ont ainsi reçu l'an dernier plus de 15 000 dollars, 17 se sont prononcés en faveur d'une seconde tran-

che de missiles intercontinentaux ; de même que treize des quatorze sénateurs subventionnés.

Ces largesses des marchands de canons en direction des politiciens n'expliquent pas à elles seules le gonflement des dépenses américaines d'armements, qui constituent la principale béquille étatique du capitalisme américain. Cela dit, apparemment, ça aide.

en plus qu'elle en rajouterait.

En fait, pour ces trusts de l'armement, leurs caisses et celles de l'Etat, c'est tout un. Alors, un peu plus (pour eux) ou un peu moins (pour l'Etat)...

### ...et leurs clients

Sept de ces sociétés d'armement qui fournissent le Pentagone sont sur la sellette.

La Chambre des représentants américaine a décidé l'ouverture d'une enquête, destinée à contrôler leurs comptes.

La General Dynamics, qui est le premier fournisseur du Pentagone (7 milliards de dollars en 1984), est fortement soupçonnée d'irrégularités dans ses factures. Ce qui veut dire que non seulement cette société vit des subsides de l'Etat, mais



□ AEROSPATIALE (Les Mureaux)

## Encore un grave accident à l'Aérospatiale

Samedi matin 23 mars vers 6 heures, un fraiseur de l'Aérospatiale, aux Mureaux dans les Yvelines, travaillant à l'atelier des capots moteurs CFM 56 (une sous-traitance de la SNECMA), arrêtait sa machine à commande numérique pour vérifier une cote.

Pour ce faire, il était obligé de passer entre une fraise horizontale et le capotage de sa machine. La fraise, qui continuait à tourner, malgré la remise au zéro, agrippa son bleu dans le dos, entraînant le reste de ses habits (pull, chemise), et lui serra la poitrine comme un étau, à la façon d'une camisole de force. Se sentant aspiré, notre camarade s'est agrippé au capotage de la machine. Un travailleur qui se trouvait par bonheur à côté s'est précipité sur l'interrupteur pour stopper la fraise.

Le fraiseur s'est alors écroulé, évanoui, tellement le serrage de ses habits avait été puissant. Il n'est revenu à lui que trois heures plus tard. Il est actuellement à l'hôpital pour une fracture de la clavicule et de l'omoplate. Et cette fois-ci, si la mort n'était pas au rendez-vous, c'est simplement grâce à la présence providentielle d'un camarade près du lieu de l'accident.

Mais ce n'est pas la première fois que ce genre d'accident se produit à l'Aérospatiale. Dans notre

numéro 876 du 16 mars dernier, nous relations une série d'accidents qui, coup sur coup, étaient survenus aux Mureaux.

Les conditions de travail empirent : heures supplémentaires, travail le samedi et le dimanche, travail en équipes du lundi matin 5 heures au samedi soir 24 heures. Une équipe d'une entreprise extérieure de conseils étudie depuis six mois les postes pour « rentabiliser » au maximum le travail dans le bâtiment CFM 56.

Plus de travail, moins de personnel : comment, dans ces conditions, la sécurité pourrait-elle être assurée convenablement ?

Correspondant LO

□ SNECMA (Genevilliers)

## Un « petit » patron au-dessus des lois

Roumigier est une des nombreuses entreprises de sous-traitance qui travaillent pour la SNECMA. Sur le centre de Genevilliers elle y emploie une vingtaine d'ouvriers.

Comme toutes les autres entreprises extérieures qui travaillent à la SNECMA, les salaires sont bien souvent très inférieurs aux nôtres : 1.500 F en moyenne. Dans ces conditions, rien d'étonnant si des conflits éclatent dans ces entreprises. D'ailleurs, certains travailleurs ont réussi à obtenir des augmentations importantes, comme les pompiers par exemple, qui ont vu leur salaire augmenter de 1.000 F à la suite d'une grève. Ces travailleurs éprouvent de plus en plus la nécessité de s'organiser en créant leur section syndicale : cela a été notamment le cas pour les pompiers, le gardiennage (Lancry) ou le nettoyage (Net International), qui ont imposé la reconnaissance de leurs syndicats.

La direction SNECMA, quant à elle, ferme pudiquement les yeux sur ce qui peut bien se passer dans ces entreprises.

Chez Roumigier, le patron n'hésite pas à se mettre hors la loi pour empêcher les élections d'avoir lieu.

Pour commencer, il a muté 8 travailleurs dans un autre chantier pour une durée de 15 jours et ces travailleurs ont dû imposer de revenir à la SNECMA pour les élections. A un autre travailleur qui refusait sa mutation, il a déclaré sans mâcher ses mots : « Tant que je serai là, il n'y aura pas de syndicat chez moi. Et toi, espèce de petit salaud, lundi t'es viré ! ». Cela s'est passé jeudi 28 mars.

La CFDT SNECMA a saisi l'affaire, a fait venir l'inspecteur du travail et poursuit actuellement Roumigier en Prud'hommes.

La publicité qui a été faite à la SNECMA sur les mœurs de ce petit patron au-dessus des lois l'a finalement obligé à reculer : en particulier, il a dû maintenir sur le centre de Genevilliers le travailleur qu'il insultait. Ce qui est déjà une petite victoire.

Correspondant LO

□ RHONE-POULENC SANTE (Saint-Aubin-les-Elbeuf 76)

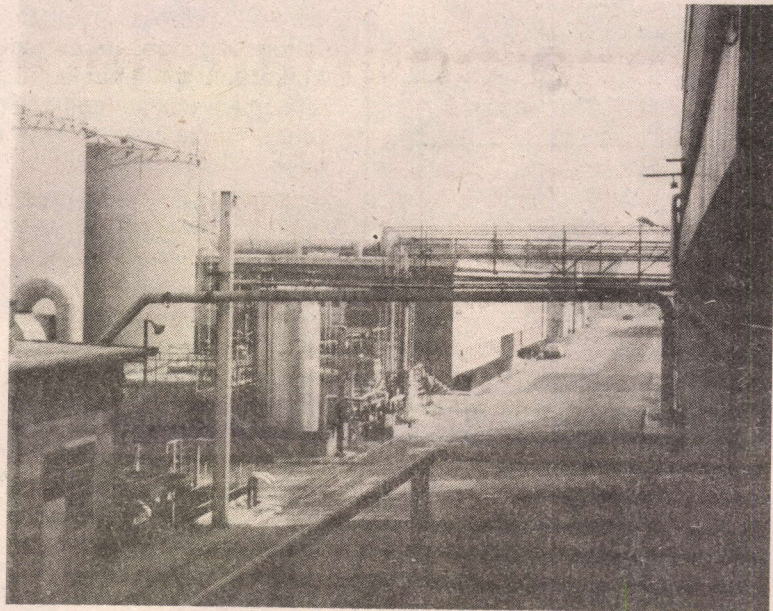
## Les travailleurs imposent l'embauche des jeunes sous contrat

A l'usine Rhône-Poulenc Santé de Saint-Aubin-les-Elbeuf, le travail ne manque pas. Ces derniers mois la direction avait embauché, sous contrat à durée déterminée, une vingtaine de jeunes dont beaucoup avaient de la famille dans l'usine. Nombre de ces contrats arrivant à expiration, dans plusieurs ateliers on s'inquiétait de savoir si les jeunes allaient être gardés.

Quand on posait la question aux chefs et aux ingénieurs, on nous répondait : « Ça ne dépend pas de nous : on a des ordres stricts, on s'est déjà fait taper sur les doigts parce qu'on embauchait... ». Alors, dans plusieurs secteurs, ça discutait des moyens d'imposer le maintien des jeunes sous contrat.

Le mardi 27, dans le secteur de la Manutention, une trentaine de travailleurs, chefs compris, se mettaient en grève. Ils exigeaient le maintien des deux gars sous contrat de leur secteur.

Le chef du personnel est venu les voir pour les inciter à reprendre le travail : « Ce n'est pas la peine de faire grève, demain il y a une négociation avec les syndicats, on va aborder le problème ». Ça n'a convaincu personne et le chef, gréviste, assurait : « Les clés du garage sont dans ma poche, elles y restent ».



Le mercredi, alors que ceux de la Manutention continuaient unanimement leur grève, la direction négociait avec les syndicats un accord sur un contrat de solidarité (pré-retraite à mi-temps pour les plus de 55 ans). Et là, elle annonçait l'embauche de tous les travailleurs sous contrat, y compris ceux à qui on avait donné leur compte.

Quand les délégués sont venus informer les grévistes de la Manu, ce fut la surprise. Les travailleurs, un peu méfiants, posaient des questions sur les garanties d'embauche, demandaient s'il y avait une contre-

partie, si tous sans exception étaient gardés. Les réponses données par la CGT les ayant satisfaits, ils ont repris le travail.

Dans toute l'usine, ça a été la bonne surprise. Certains disaient que c'était une victoire des gars de la Manutention, et pas de la CGT, qui avait immédiatement sorti un tract pour annoncer la victoire « des travailleurs et de leur syndicat CGT ». En tout cas le résultat est là, et c'est bon signe pour toute l'usine car ça fait toujours une vingtaine de chômeurs en moins.

Correspondant LO

□ SNCF (Gare de Lyon)

## Compression du personnel déguisée

A la Gare de Lyon, dans les services commerciaux, c'est-à-dire la Vente des billets, la Réservation, les Renseignements par téléphone et l'Accueil, il y a régulièrement des postes non tenus du fait des congés-maladie ou des congés-vacances pris par les cheminots, ce que la SNCF appelle « absence inopinée » !

Ainsi pour le mois de février, il y a eu aux Renseignements et à la Réservation par téléphone cinquante-huit postes non tenus, à la Vente des billets soixante-dix-neuf postes non tenus et à l'Accueil vingt-neuf postes non tenus. Evidemment cela se traduit pour les usagers par moins de guichets ouverts, moins d'employés pour les recevoir et les renseigner. Autant de raisons de s'énervier pour les uns et les autres. Pour les cheminots, une telle observation conduit à une surcharge de travail.

Mais parfois la coupe déborde. Ainsi, vendredi 22 mars, des cheminots des Réservations par téléphone, voyant cinq non-tenus sur le tableau de service du samedi et trois le dimanche, ce qui représente la moitié des postes de ce service, sont allés trouver le chef de gare et ont exigé qu'il complète les postes. Et comme il n'a rien voulu entendre, les cheminots n'ont pas repris le travail.

Pour finir, la SNCF, dont la politique consiste à compresser le personnel (30 000 suppressions de postes sont prévus sur tout le réseau), a trouvé une solution : déplacer des cheminots d'un autre service pour les mettre aux Réservations par téléphone. En d'autres termes, déshabiller Pierre pour habiller Paul. Dans ces conditions, des coups de colère des cheminots, il y en aura bien d'autres.

Correspondant LO



dans  
les entreprises

GRÈVE DES MANIPULATEURS RADIO  
EN SEINE-MARITIME ET DANS L'EURE

## D'un mouvement au CHU Rouen à une manifestation régionale

La nouvelle d'une circulaire ministérielle supprimant les congés censés compenser les expositions aux rayons X (10 jours par an au CHU de Rouen depuis 1968) a déclenché un vif mécontentement chez les manipulateurs et aides-radio.

L'austérité à l'ordre du jour dans la Santé a présidé à cette décision ministérielle : sur les 147 personnes concernées au CHU, l'économie escomptée se monte à 5,6 postes, et à une bonne dizaine sur le département de Seine-Maritime.

Après plusieurs assemblées du personnel concerné, il fut décidé qu'il fallait agir sans attendre, même si le ministère recommandait une suppression progressive des congés, et qu'il fallait se mettre en branle localement et sans attendre un hypothétique appel national des syndicats ou de l'Association des manipulateurs.

Il est convenu d'aller en masse à la direction dans

un premier temps. 70 personnes manifestent, font recevoir par la direction une délégation élue de dix personnes. La direction déclare n'être qu'une exécutante du ministère. L'objectif suivant coule de source : aller à la Direction départementale et régionale de l'action sanitaire et sociale. Mais pour cela, il ne faut pas être le seul CHU de Rouen, mais manifester avec tous les manipulateurs et aides-radio de la Haute-Normandie.

Pour mettre au point cette action et prendre contact avec les autres hôpitaux, un Comité est élu. Celui-ci bénéficie du soutien de la CGT et de la CFDT du CHU de Rouen.

Chacun dans le Comité se charge de contacter un hôpital... avec succès. A tel point que le Comité peut appeler à la grève le 2 avril et convoquer une assemblée de toute la Haute-Normandie. Avec 95 % de grévistes à Rouen, 100 % au Havre et une forte majo-

rité de grévistes dans les hôpitaux de moindre importance (Elbeuf, Petit-Quevilly, Dieppe, Fécamp, Bernay, et Verneuil-sur-Avre), la grève connaît un grand succès. Une assemblée générale des grévistes a lieu à l'hôpital Charles-Nicolas de Rouen, puis tous se rendent à la DDASS et ensuite à la DRASS. « Irradier, c'est pas le pied », « Rendez-nous nos congés », « Edmond, les rayons.. Hervé, nos congés » (Edmond Hervé est

secrétaire d'Etat à la Santé). Des slogans sont repris. Une délégation de 12 personnes, élue par l'ensemble des 150 grévistes présents à l'assemblée, est reçue à la DDASS et à la DRASS, qui « prêtent une oreille attentive à leurs revendications (...) mais qui ne sont pas maîtres de la décision. »

Une nouvelle assemblée suit la manifestation. Le Comité des manipulateurs et aides-radio du CHU de

Rouen, fort d'une vingtaine de participants, propose aux grévistes des autres hôpitaux de la région de s'activer à la tâche de contact et de coordination avec les CHU plus éloignés, de manière à créer les conditions d'un mouvement à l'échelle nationale. Cette proposition rencontre un accueil favorable. Un « plan de bataille » est mis au point et les contacts vont s'établir cette semaine.

Correspondant LO.



### Les TUC c'est toc-toc !

La SNCF va embaucher près de 3 000 jeunes au titre des TUC. C'est-à-dire que des jeunes actuellement sans travail deviennent stagiaires à la SNCF pour quelques mois. Ils toucheront 1 200 F par mois de l'Etat, plus une prime de l'entreprise qui ne peut dépasser 500 F, et cela pour 20 h de travail par semaine.

Donc le travail qu'effectueraient ces jeunes sera loin de représenter la paie correspondant à un travail qu'un cheminot pourrait faire.

Avec les TUC, le gouvernement organise une moitié de travail pour moins d'une moitié de salaire à des jeunes.

En fait, avec ces mesures, c'est habituer les jeunes à prendre n'importe quel travail en étant moins payé ; et de fait le SMIC passe de 3 600 F à 1 200 F par mois.

Au dépôt la direction prétend que nous sommes trop nombreux, mais cela n'empêche pas la direction de prévoir 3 jeunes au titre des TUC.

Alors, trop nombreux, ou des économies sur le dos des chômeurs ?

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Chapelle

### □ CRAM (Rouen)

## Licencié pour un néon !

Depuis le mercredi 27 mars, l'ensemble du personnel est mobilisé pour empêcher le licenciement d'un ouvrier débutant.

Le 25 mars cet ouvrier, embauché en novembre et qui a quitté son emploi pour venir à la CRAM, est appelé à la direction pour apprendre qu'il est licencié au 1<sup>er</sup> mai pour « manque de dynamisme » ! Pressé de questions, son chef présent ne peut lui reprocher qu'un montage électrique soi-disant raté à la CRAM, mais ne peut préciser où, quand, ni comment.

Le 26, notre collègue apprend qu'il est dispensé de faire son préavis et invité à disparaître vite fait, pratiquement sur-le-champ !

Le 27, à l'appel de la CFDT, 125 agents se rassemblent en assemblée générale. Ils sont soutenus en plus par FO et la CFTC. C'est l'indignation, on réclame des explications qu'on monte chercher à la direction. Le directeur-adjoint se dérobe, refuse de s'expliquer devant une délégation élue, accuse l'ouvrier mais refuse d'enten-

dre les témoins.

Alors nous décidons de remettre ça le lendemain à 9 h 30.

Le 28 nous sommes près de 200 et nous votons de lutter jusqu'à la réintégration. Nous élisons un Comité de soutien de 15 personnes pour organiser l'action et nous remontons voir le directeur-adjoint, qui refait le même cinéma. Mais là, après avoir scandé « Non au licenciement » devant sa porte, nous repartons en lui disant « A demain », pour aller devant l'atelier (fermé à clef) où travaille notre collègue, ainsi que devant le bureau de son chef qui est « un peu » blême.

Le Comité se réunit, décide de faire un tract pour informer toutes les caisses de Sécurité sociale de Seine-Maritime et organise sa diffusion.

La CGT, dans un tract presque confidentiel, appelle à être « responsable, vigilant et sérieux dans la défense d'un travailleur menacé (sic) de licenciement ». C'est l'indignation chez les syndiqués CGT et certains militants qui participent à l'action et au Comité. Ils

iront le dire aux responsables de la CGT.

Le 29, la diffusion du tract du Comité dans les autres caisses est bien accueillie. Les collègues viennent aux informations, prennent des tracts, demandent comment nous avons fait le Comité de soutien.

A Dieppe, un Comité de soutien a été créé. A la CPAM de Rouen, une pétition circule dans les services.

A 9 h 30, malgré les départs en congé, nous sommes 170 et le moral est haut. Le Comité est réélu.

Nous remontons à la direction avec le Comité en tête. La direction tente le même scénario, mais là nous changeons les règles du jeu : pendant que la moitié occupe le directeur, les autres vont chercher le chef à son bureau et le bloquent pour l'empêcher de se sauver. Finalement, appelé par le directeur, il vient, escorté, et trouve une haie d'honneur qui le siffle et scande « Non au licenciement », etc.

Dans le bureau du directeur, il est sommé de s'expliquer. Après avoir affirmé qu'il allait

tout dire, il finit par craquer et donner la vérité sur le montage électrique : « Je sais que, lors d'une discussion amicale avec un collègue, il a demandé des conseils pour installer un néon chez lui. C'est inadmissible et cela signifie que c'est un mauvais ouvrier pour la CRAM ».

Du coup, c'était la colère dans la délégation, d'autant plus que le directeur, malgré l'écroulement des « preuves », maintenait le licenciement.

Après nous être à nouveau rassemblés, nous décidons de tout mettre en œuvre pour aller jusqu'au bout. Dans l'après-midi le directeur disait à l'inspectrice du travail qu'il ne reprochait plus rien, mais que c'était « juste » une fin de stage !

Lundi 1<sup>er</sup> avril nous étions 140 à débrayer. Nous réalisons le Comité. Compte tenu des vacances, nous décidons d'arrêter les débrayages cette semaine, mais d'agir pour informer le plus possible (tracts dans les caisses, conférence de presse, etc.) et surtout de faire de la journée de rentrée du 11 avril un temps fort, avec débrayage et manifestation.

Correspondant LO.



## Conseil général : la gauche obtient la présidence

Dans son numéro du 3 mars, l'hebdomadaire trotskyste antillais *Combat Ouvrier* commente l'élection d'une majorité de gauche au Conseil général de la Guadeloupe, qui semble être plutôt bien appréciée dans la population.

« (...) La nouvelle majorité de gauche qui vient d'être élue à la direction du Conseil général et qui comprend, en plus des élus du Parti Communiste et du Parti Socialiste, un certain nombre d'apparentés à ces deux partis (...) commence son mandat avec un certain capital de confiance.

Cette confiance, la majorité de gauche au Conseil général la mérite-t-elle vraiment ? En d'autres termes, faut-il attendre grand-chose de cette majorité de gauche ? Ce serait entretenir de graves illusions que de répondre de façon affirmative à ces deux questions.

Et pour cause : les nombreux problèmes qui se posent en Guadeloupe ne peuvent être réglés dans le contexte colonial par une assemblée départementale sans pouvoir réel.

Pour résoudre les problèmes politiques, économiques et

sociaux, il est indispensable de briser les structures économiques actuelles et de sortir du carcan politique imposé par l'administration coloniale... Les partis qui se réclament des couches travailleuses qui leur font confiance feront-ils appel à leur initiative et accepteront-ils l'intervention réelle des travailleurs dans une action d'envergure pour un véritable changement ?

(...) Malheureusement, ce que l'on sait de la conduite passée et de la nature même de ces partis conduit à répondre négativement. Ces deux partis qui se retrouvent à la tête de nombreuses communes de la Guadeloupe n'ont à aucun moment manifesté la moindre velléité de remettre en question les limites étroites du pouvoir que leur confèrent les structures actuelles. »

## L'ARC propose une trêve au gouvernement

Revenant sur les problèmes posés par les attentats qu'a connus la Guadeloupe, *Combat Ouvrier* informe des dernières déclarations de l'ARC et redéfinit sa position quant à l'avenir d'une Guadeloupe indépendante.

« Dans son dernier communiqué, l'ARC (Alliance Révolutionnaire Caraïbe) décline sa responsabilité dans l'attentat du bar L'Escale. (...)

Ensuite, l'ARC propose au gouvernement français une trêve des attentats sous conditions. Ces conditions sont que le gouvernement reconnaisse « le fait national guadeloupéen et le droit de ce peuple à l'indépendance nationale », s'engage « à libérer tous les patriotes emprisonnés et à annuler toutes les poursuites judiciaires engagées, à mettre en place une assise représentative de tous les courants anticolonialistes de la Guadeloupe, chargée de proposer les modalités d'évolution du statut, à promouvoir une véritable politique de décolonisation ».

La balle est aujourd'hui dans le camp du gouvernement.

Il y a quelque temps, G. Lemoine faisait remarquer qu'il tiendrait compte des propositions économiques faites par les militants indépendantistes se situant autour de Luc Reimette. Cette déclaration était, bien entendu, une manière de ne pas fermer la porte au dialogue avec les indépendantistes.

Il y a de la part du gouvernement une double attitude à l'égard des indépendantistes. La répression judiciaire sévère d'une part et d'autre part une offre de dialogue. C'est la même tactique qu'il adopte en Nouvelle-Calédonie.

En réalité, derrière le langage diplomatique, il s'agit purement et simplement, tant pour le gouvernement français que pour les nationalistes, d'établir le contact en vue de la période à venir quand il s'agira, le moment venu, de négocier le processus vers l'indépendance.

Du côté du pouvoir et même de l'opposition, on ne se trompe pas sur la situation en Guadeloupe. (...)

Chirac, quant à lui, affirme que les indépendantistes sont minoritaires aujourd'hui, mais que ce peut être différent dans trois ou quatre ans. (...)

Quant au gouvernement, il est conscient de la situation. (...) Il n'a intérêt ni à voir se développer le mécontentement et le terrorisme, ni à précipiter les choses en faveur des nationalistes, car dans les deux cas cela pourrait abaisser encore son crédit en France même et contribuer à l'effritement de la majorité actuelle. Pour l'heure, le gouvernement louvoiera, il transigera. Mais le processus est lancé, même s'il doit prendre plusieurs années. (...)

Les Antilles colonisées par l'impérialisme français constitueront un jour un Etat indépendant, quelle qu'en soit la forme et le temps que cela prendra. Mais quelle indépendance ? Une indépendance dans laquelle les plus pauvres, les exploités, pourront eux-mêmes décider de leur sort, ou une indépendance dans laquelle seuls les gens aisés, les notables, discuteront et décideront de ce qui est bon pour la population ou pas ? C'est maintenant que les travailleurs doivent se poser toutes ces questions et mieux faire savoir leur opinion sur ces problèmes.

Ce ne sont pas les avocats, les médecins, les professeurs, les notables qui sont les dirigeants du mouvement nationaliste qui permettront demain à la population de décider elle-même. Seuls les travailleurs pourront le faire. Mais pour cela, ils devront prendre et exercer eux-mêmes le pouvoir au nom de toute la population laborieuse. »

**25  
26  
27  
mai**



## Fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Durant les trois jours du week-end de la Pentecôte, les 25, 26 et 27 mai, aura lieu à Presles (Val-d'Oise) la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire.

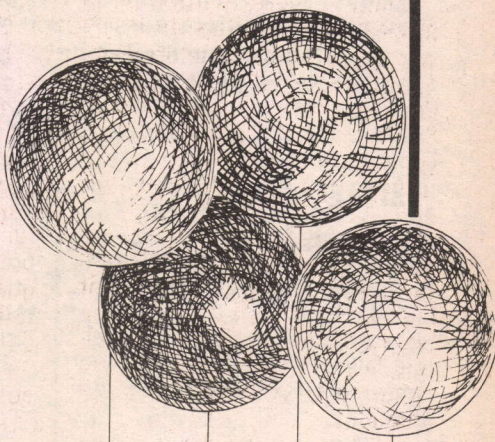
Trois jours de détente, de fraternité, dans un cadre verdoyant où se dresseront des centaines de stands politiques, de jeux, de restauration, des expositions sur des sujets politiques, sociaux, scientifiques.

Animé par des artistes les plus divers, venus de bien des contrées, le spectacle sera permanent pendant les trois jours et gratuit. Chansons, musique, théâtre, cinéma, danse... à la fête le spectacle sera partout, pas seulement sur scène, mais aussi dans les allées, sur les places, aux carrefours, au détour d'un bosquet.

Et ce sera aussi un grand rassemblement politique de tous ceux, militants, sympathisants, amis, qui aspirent à un changement radical de cette société dure aux pauvres, à tous les opprimés, de tous ceux qui aspirent à une société vraiment humaine. Et c'est pourquoi la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire sera aussi un moment de liberté où chacun pourra débattre et s'informer.

Alors retenez votre week-end des 25, 26 et 27 mai pour venir, avec nous, à Presles.

Comme chaque année, pour vous rendre à la fête, un service d'autocars gratuits fonctionnera pendant les trois jours à partir de la Porte-de-la-Chapelle.



**FETE**

## Appel aux artistes

Nous savons que, comme les années précédentes, nous pourrions compter sur la participation de nombreux artistes, chanteurs, comédiens, musiciens.

Merci à tous ceux qui se sont déjà proposés et à tous ceux qui vont nous aider à animer la fête.

Mais pour que les milliers de participants à notre fête trouvent à chaque instant une animation

et des spectacles variés, nous avons besoin du concours bénévole de nombreux artistes.

Pour cela nous nous adressons à tous ceux qui veulent montrer leur solidarité avec le mouvement révolutionnaire. Nous nous adressons également à tous ceux qui ont quelque chose à dire au public de notre fête, aux militants, aux sympathisants d'extrême-gauche et

à tous leurs amis, et qui veulent s'en faire connaître. Nous mettrons à leur disposition podiums aménagés et aires de spectacle.

Amis artistes, pour que la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire soit une réussite, contactez-nous vite, à l'adresse de notre journal : Lutte Ouvrière, BP 233 75865, Paris Cédex 18.



Autobiographie

## « Coco belles nattes »

de Daniel Prévost

Homme de télévision, humoriste grinçant et amer, Daniel Prévost n'est pas un écrivain. Il ne prétend d'ailleurs pas l'être. Evoquant dans « Coco belles nattes » son enfance et son adolescence en un langage simple, direct, un peu cru, comme il parle, il cherche surtout à exprimer ce qu'il a ressenti et ressent encore aujourd'hui : du dégoût et du mépris pour les gens « cons » et les rapports de « merde » dans un monde

où presque tout est « pourri ».

Il crie plus qu'il n'explique sa haine de la « bêtise », une bêtise qu'il perçoit, lui, jeune enfant au travers des relations de force, sous forme de vulgarité et de brutalité, et à laquelle il oppose l'amitié et l'amour. Bêtise de son père, un « minable », guichetier à la Sécurité sociale qui « emmerdait » systématiquement les pauvres gens

pour le plaisir. Bêtise quotidienne des élèves tyranniques, des professeurs butés, de toutes les institutions, de l'Education nationale, de l'armée, etc., du racisme, du machisme, etc.

Nullement œuvre littéraire, il s'agit surtout d'un cri du cœur un peu égocentrique, avec cet humour amer et parfois cynique qui a fait la réputation de Daniel Prévost.

Alain MARQUET

Le rêve américain des patrons

## « Le nouveau Nouveau Monde »

« Le nouveau Nouveau Monde » est une enquête du journal pro-patronal *L'Expansion*, constituée d'une série d'articles consacrés pour l'essentiel aux aspects économiques de la « reprise » aux Etats-Unis mais aussi à la mentalité américaine. A une exception près, tous sont évidemment très pro-américains vantant l'esprit d'entreprise, le goût du risque et de l'innovation technologique qui caractériseraient l'Amérique éternelle et celle de Reagan en particulier. Jean-Marie Domenach pousse l'enthousiasme jusqu'à saluer cette Amérique revenue aux valeurs de son passé, « de cette époque heureuse où l'idée de progrès ne s'était pas encore séparée de l'idée de dieu » !

Même admiration dans les articles consacrés à l'économie. Mais quand on s'attarde sur les détails, on retrouve des éléments qui donnent à la « reprise » sa juste mesure. Ainsi, les 600 000 PME créées en 1983 l'ont été presque exclusivement dans le domaine des services, et 60 % d'entre elles ont un rapport plus ou moins direct avec la nourriture ; de même, en trois ans, si on a vu surgir 10 000 nouveaux camionneurs, beaucoup ne sont propriétaires que d'un seul véhicule. Le ressort d'une telle « créativité » selon l'auteur de l'article ? La possibilité laissée par l'administration aux patrons de PME de « gérer » librement leurs effectifs, c'est-à-dire d'embaucher et de licencier sans contraintes !

De même on nous présente comme modèles ces entreprises où les salariés acceptent — et même parfois proposent ! — une réduction de leurs salaires quand les affaires vont mal ; où l'on se syndique peu : 18 % des salariés sont syndiqués en 1984 au lieu de 30 % il y a quinze ans... en précisant tout de même que, d'après des statistiques officielles, depuis trois ans 5 % des salariés ayant participé à un vote pour la création d'un syndicat « ont été victimes d'un licenciement ». Et puis quels travailleurs modèles, ces Américains ! Ils sont « mobiles »... Evidemment on les y contraint un peu : « Comme les allocations chômage cessent à trente-six semaines et qu'il y a peu de logements publics subventionnés : les gens sont moins réticents à bouger ».

Bref, un paradis pour le patronat, grâce à « la philosophie pro-business de l'administration : déréglementation, désyndicalisation, désinflation » qui a permis aux profits « d'exploser ! »

Assez rapide, ce dossier ne prétend pas donner une vue d'ensemble de l'économie des Etats-Unis mais tel quel, même s'il n'apporte pas d'éléments très nouveaux, il donne un tableau éclairant, de la mentalité non pas tant des « Américains » en général que des patrons, américains ou français !

Sylvie MARECHAL

Le nouveau Nouveau Monde, une enquête de *L'Expansion*. Collection Pluriel, 244 p, 35 F.

Roman historique

## « Le Florentin, le roman de Dante »

de Maxime Benoit-Jeannin

Dante, un des maîtres de la littérature classique en Italie vécut à Florence au XIII<sup>e</sup> siècle, époque où la cité était en train de devenir la plus puissante de l'Italie centrale. Les banquiers florentins, renommés dans toute l'Europe, succédaient aux prêteurs lombards. La bourgeoisie commerçante, les drapiers organisés en puissantes corporations supplantèrent les familles nobles tandis que les partisans du pape (les guelfes) s'affrontaient à ceux de l'empereur d'Allemagne (les gibelins).

C'est dans cette atmosphère agitée, au milieu de ces rivalités que vécut Dante, homme politique influent, intrigant et maniant l'épée presque aussi efficacement que la plume,

selon le portrait qu'en trace Maxime Benoit-Jeannin.

Noble florentin de naissance, il prit part très jeune aux luttes auxquelles la noblesse et la bourgeoisie montante se livraient pour le pouvoir. Il sut opportunément délaissier le parti de la noblesse pour adopter celui, triomphant, de la bourgeoisie, et participer ainsi quelque temps au pouvoir à la tête de la ville de Florence. Exilé, lorsque le parti adverse, celui du pape, prit le dessus, il composa alors l'œuvre qui le rendit célèbre : *La Divine Comédie*.

L'Italie était le théâtre de multiples luttes, souvent sanglantes qui opposaient dans les villes du Nord les bourgeois commerçants et financiers et

la noblesse, qui opposaient ces villes entre elles et au pape, les unes et les autres cherchant à s'appuyer tantôt sur le roi de France, tantôt sur l'empereur d'Allemagne.

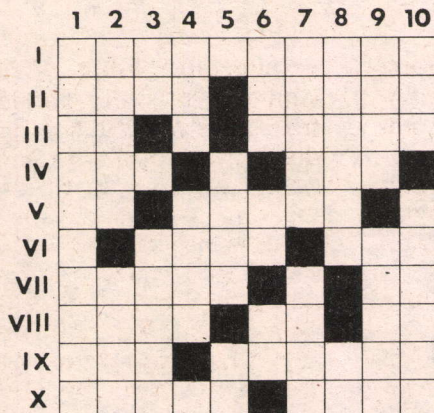
Les alliances rapidement faites et défaits, les intrigues, les campagnes militaires, occupent l'essentiel du livre. Elles sont racontées d'une façon anecdotique, et on éprouve quelques difficultés à y retrouver les motivations politiques.

L'œuvre de Dante, évoquée, est la grande absente. On ne sait guère plus sur elle après avoir refermé le livre qu'avant.

P.N.

Le Florentin. Le roman de Dante, de Maxime Benoit-Jeannin, éd. Stock, 263 p., 79 F.

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT.** — I. II a le ticket. II. Cérémonial. Au-delà. III. Coutumes. Pas reconnues. IV. Stupide. Lentille provençale. V. Premier. Hors service. VI. Béni des cultes. Cassant. VII. Touchées. Participe. VIII. Son père fait rêver. Conjonction. Personnel. IX. Supprimé. Estimation à son prix. X. Précède la transformation. En cales.

**VERTICALEMENT.** — 1. Haute en couleur. 2. Homme borné. Manquent de fermeté. 3. Degré. Vapeurs d'eau. 4. Espace caillouteux. Domestique, il chauffe. 5. Derrière l'arbre. Rapport. 6. Atome chargé. C'est l'Amérique. Cause de fièvre. 7. Flegme anglo-saxon. Graisse animale. 8. Nom de col. Personnel. 9. Tranches d'Histoire. Observer. 10. Possessif. Usés et banals.

Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	A	R	A	P	L	U	I	E	S
II	E	L	I	M	E	E	S	M	E	
III	C	L	A	I	R	S		E	I	N
IV	C	O		C	I	T	E	R	N	E
V	A	C	C	A	P	A	R	E	E	S
VI	D	A	L	L	E		Z	I	N	C
VII	I	T	E		T	R	E	N	T	E
VIII	L	I	R	A	I	E	N	T		N
IX	L	O	G	I	E	Z		E	S	T
X	E	N	E		E	C	R	U	S	



## « La petite fille au tambour »

avec Diane Keaton, Klaus Kinsky et Samy Frey

Tiré d'un roman de John Le Carré, qui connaît, dit-on, le monde de l'espionnage pour l'avoir lui-même fréquenté, *La petite fille au tambour* nous conte la vie sentimentale d'une actrice britannique perdue dans le conflit du Moyen-Orient.

En Grande-Bretagne, lors d'une réunion publique, elle écoute avec passion le plaidoyer d'un fedayin. Elle ne peut voir son visage masqué par une cagoule mais sa mémoire enregistre divers détails vestimentaires — une veste rouge, une bague d'or — que porte l'homme dont le discours la marque profondément.

Quelque temps plus tard, lors d'une tournée en Grèce, la jeune femme retrouve ce militant qui l'avait tant touchée. Elle en tombe follement amoureuse.

Mais l'homme n'est pas celui qu'elle croyait être. C'est un agent israélien chargé de la « retourner » et de pénétrer grâce à elle le milieu terroriste palestinien. Et contre toute attente, l'espion israélien y parvient aisément. Est-ce par amour, pour jouer un vrai rôle sur la scène de la vie ou pour toute autre raison encore que l'actrice accepte de livrer des com-

battants pour lesquels elle semblait manifester de la sympathie ? On ne le sait pas tant ses motivations semblent lointaines, irréelles, folles.

Lorsqu'au bout de deux heures, après tant d'événements, de rebondissements et de retournements de situations, la raison de *La petite fille au tambour* flanche, on se dit qu'enfin voilà au moins une scène sensée. Dommage qu'il ait fallu attendre la fin du film pour en arriver là, même si l'action est rondement menée.

Georges LATTIER

## « Le baiser de Tosca »

Les chanteurs d'opéra et les musiciens qui sont les acteurs de ce reportage tourné à la Casa Verdi, maison de retraite pour musiciens à Milan, n'ont, pour la plupart, connu ni la célébrité ni la fortune. Mais tous

vivent dans le souvenir de leur carrière : leurs albums de photographies, leurs costumes de scène, des coupures de journaux, parfois leurs disques, qu'ils montrent avec fierté et nostalgie, mais surtout dans

l'amour de la musique ; et si la voix leur fait défaut, ils vibrent d'émotion en chantant Verdi ou Puccini. Une émotion qu'ils nous font partager.

J.-J.L.

## « Falling in love »

avec Meryl Streep et Robert de Niro

Ils sont tous deux mariés. Séparément. Ils travaillent à New York (boulot), habitent tous deux une lointaine banlieue (métro) et s'ennuient un peu de leur vie sans problème mais monotone et conformiste (dodo). Inévitablement, leurs routes se croisent. Inévitablement, ils s'aiment. Un peu au début, beaucoup par la suite et enfin passionnément.

Mais par respect du Couple, de la Famille, des Enfants, d'Eux-mêmes, des Spectateurs et de l'Amérique tout entière, ils sacrifient leur Grand Amour et s'éloignent l'un de l'autre avant d'avoir commis l'irréparable !...

Inévitablement, leurs ménages respectifs s'effondrent. Enfin libres et pous-



sés par une force venue du plus profond d'eux-mêmes, ils se rencontrent sur les lieux et à la date anniversaire de leurs premiers regards. Inévitablement, ils n'ont jamais cessé de s'aimer...

Malgré Meryl Streep, sensible et crédible, un mélo bien conformiste.

A.M.

## COMMUNIQUÉS

« Sur les traces de Rimbaud ». Conférence-débat avec projection d'un film vidéo, et vente signature par Alain Borer, spécialiste de Rimbaud. Le 13 avril à 15 heures, galerie photo du Forum, 4, avenue du 8-Mai 1945 à Sarcelles.

THEATRE : « L'heureux stratagème », de Marivaux par le Théâtre National de Strasbourg. Jusqu'au 14 avril. Au Théâtre de l'Odéon à Paris.

## Sélection télé

### Samedi 6 avril

17 h 55. A2. *Le magazine* : deux reportages dont l'un sur « le roi de la cocaïne » en Colombie qui vit dans la clandestinité et prend part à la guérilla contre le gouvernement de Betancur.

22 h 05. A2. *Les enfants du rock* : le rock « français » et un concert de Paul Young.

22 h 25. TF 1. *Droit de réponse* : revue de presse : les thèmes de l'actualité vus, entre autres, par Jean-Marcel Bouguereau de *Libération*, Dominique Jamet du *Quotidien de Paris*, Jean-Marie Colombani du *Monde* et Daniel Bensaïd de *Rouge*.

### Dimanche 7 avril

22 h 30. FR3. Film. Cinéma de minuit : *Crime passionnel* d'Otto Preminger. Un homme arrive, sans le sou, dans une petite ville des Etats-Unis. Il séduit une femme dont il convoite la dot et tombe amoureux

d'une autre. Un policier traité sur le mode du film noir.

20 h 35. TF1. Film : *L'homme de Rio*, un film d'aventures avec Jean-Paul Belmondo : bagarres et cascades garanties !

21 h 35. A2. *Que deviendront-ils ?* Le réalisateur Michel Fresnel et la journaliste Hélène Delebecque, se sont donné comme but de suivre l'évolution sur une période de dix ans de jeunes de milieux sociaux différents, élèves l'an dernier d'une même classe au lycée Paul Valéry. Pour le moment, deuxième année : les enfants sont en classe de cinquième ils racontent leur vie, leurs rêves, leurs projets.

### Lundi 8 avril

20 h 35. A2. *Raymonda* : Ballet sur une musique de Glazounov : avec Rudolph Noureev et Noëlla Pontois.

### Mardi 9 avril

13 h 45. A2. *Aujourd'hui la vie : « Au nom des femmes »* Viviane Forrester raconte la vie quotidienne de Virginia Woolf. La comédienne Catherine Sellers lit des extraits des œuvres de ce grand auteur anglais.

16 h 35. A2. *Le journal d'un siècle* : l'année 1907 : les troupes françaises répriment au Maroc et Clémenceau envoie la troupe contre les vigneron du Midi révoltés.

20 h 35. FR3. Film d'Henri Verneuil : *Mélodie en sous-sol*. Un truand chevronné fait faire son apprentissage à un débutant. Avec Jean Gabin et Alain Delon.



21 h 35. TF1. *Romands d'amour* : un reportage sur les jeunes mauriciennes qui épousent des Suisses romands dans l'espoir d'une vie meilleure.

### Mercredi 10 avril

21 h 35. *Le taxi jaune*. Reportage. La caméra suit deux policiers en civil dans leur ronde quotidienne à Harlem, le quartier noir de New-York.

22 h 10. A2. *Perles de Stars*. Le « sottisier » d'Antenne 2. Tout ce qu'on nous cache d'ordinaire. Les bafouillages, les grimaces des présentateurs et des hommes politiques : leurs petites colères et leur élocution un peu pâteuse après un banquet bien arrosé. On nous promet un joyeux moment.

22 h 35. FR3. Film. *Les honneurs de la guerre*. Comédie satirique sur la « libération », d'un petit village en août 44. Film de 1961, boudé, paraît-il, à l'époque parce qu'il aurait donné une image de cette période peu conforme à celle « glorieuse », transmise par la tradition.

### Jeudi 11 avril

20 h 35. FR3. *Mai 68*. Deuxième partie de cette rétrospective sur les événements de 1968. Le 30 mai, De Gaulle s'adresse au pays... Emission suivie d'un débat avec, entre autres, Daniel Cohn-Bendit.

23 h 05. TF1. *Alexandre le Grand*. Film de Robert Hossein. Reconstitution historique sur le grand conquérant de l'Antiquité.



21 h 30. TF1. *L'enjeu* : magazine économique de François de Closets. Comment devenir patron quand on vient de perdre son emploi ? En touchant un bel héritage ! (NDLR). Autres reportages au programme : la reconversion industrielle et la Guinée « depuis l'indépendance ! »

### Vendredi 12 avril



23 h. A2. Ciné-club : *Le ciel peut attendre*, comédie d'Ernst Lubitsch. Henry Van Clève vient de mourir. Il arrive aux Enfers... et raconte sa turbulente existence de fils de bonne famille.

21 h 25. FR3. *Allo ! ici police* : une nuit au commissariat central de Nice les soirs de petits événements ou de meeting de Le Pen, en plein dans le débat sur l'« insécurité ».

21 h 35. A2. *Apostrophes*. François Chalais, Claude Mauriac, Pascal Ory auteur de « Anarchisme de droite » et malheureusement Jean Cau !

21 h 50. TF1. *Le grand bêtisier*. Encore les cafouillages et les « ratés »... mais sur une autre chaîne.





## « Le flic de Beverly Hills »

avec Eddy Murphy



Détroit est une de ces villes des Etats-Unis où l'on n'a aucune envie de vivre. La misère y règne avec son cortège de criminalité, petite et grande. Sa police ne dépare pas le tableau. Le flic Axel Foley, jeune Noir pauvre, n'a ni les yeux ni les mains dans ses poches. Il n'a pas non plus les deux pieds dans le même sabot, et ses méthodes n'ont que de lointains rapports avec l'orthodoxie du code.

Parce qu'on a descendu son « pote », son copain d'enfance, petit truand sans envergure, il part, malgré l'interdiction de son chef, mener son enquête personnelle. Et celle-ci

l'emmène à Beverley Hill, la cité californienne des milliardaires et des stars.

Les polices de Détroit et de Beverley Hill sont aussi différentes que les villes qui les paient. Mais il ne faut pas chercher dans cette peinture une quelconque critique sociale. Tout simplement, le metteur en scène fait reposer une bonne partie du comique du film sur le contraste entre les deux villes et les deux polices, et sur la rencontre entre ce jeune Noir qui n'est devenu flic que parce qu'il n'a pas eu, comme son copain, l'occasion de devenir truand, et ces flics de luxe à mi-chemin entre l'élève de

grande école et le larbin de grand style.

Le reste, l'essentiel du comique, c'est une mise en scène pleine de tonus, de poursuites et de cascades ; et par-dessus tout la verve infatigable du principal acteur, Eddie Murphy, son art pour rouler tout le monde dans la farine, truands et flics de tous grades.

On rit, on rit beaucoup, au point d'oublier que ce Noir américain, qui se paie de si belle façon la tête de tous ces Blancs sûrs d'eux, est un flic et fier de l'être.

André ROUSSEL



## « Antarctica »

Une expédition scientifique japonaise s'installe dans l'Antarctique, sur la base de Showa. Pour des raisons d'économie, les acheminements en carburants revenant fort cher, c'est sur une quinzaine de chiens de traîneau que comptent les scientifiques. Par un malheureux concours de circonstances, au moment de la relève annuelle, les chiens sont finalement abandonnés et promis à une mort certaine.

Bâti sur cet épisode authentique qui s'est produit en 1958, dans le cadre de l'Année Géophysique Internationale, le film n'échappe pas à quelques

clichés larmoyants sur l'irresponsabilité des hommes. Mais ces moments sont vite passés.

Les images sont, d'un bout à l'autre, extraordinaires. On est étonné du renouvellement incessant de ces paysages glacés, on subit la puissance terrible du blizzard, on est dérouter par les rythmes du soleil de l'Antarctique et surtout, le film réussit à faire ressentir la lutte pour la vie à laquelle se livrent ces chiens dans l'un des milieux les plus hostiles du monde.

Hervé MARTIN

## « Pianoforte »

Maria, toute jeune fille, aime Paolo. Il est plus âgé qu'elle, « il a vécu » ; elle espère, à ses côtés, s'affranchir de son enfance petite-bourgeoise, de sa mère névrosée, et de sa sœur plutôt mesquine et conformiste.

Maria n'avait vu d'abord dans la drogue qu'un jeu. Ce jeu les a menés, tous les deux, Maria et Paolo, à l'hôpital. Rien n'est perdu, ils vont guérir, pensent-ils, puisqu'ils s'aiment et qu'ils ont tant à dire, tant à faire.

Maria, bénéficiant d'une santé solide et d'une famille malgré tout compréhensive retourne chez les siens, y retrouve son piano et fait des projets de vie nouvelle. Paolo, lui, retombe.

Francesca Comencini a traité le sujet de façon tendre et pudique. Le spectateur retient le visage de Maria, associé au thème musical de « l'idylle » de Chabrier, et celui de Paolo, plus pitoyable, associé à la musique de Keith Jarrett.

F. P.

## Sélection cinéma



El norte

### FILMS RÉCENTS...

#### LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur. Gaumont Les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Paramount Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Publicis Elysées 8<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Paramount Opéra 9<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup> (vo). UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo).

#### BRAZIL.

de Terry Gilliam.

Une critique de la société américaine, dans le style de 1984, traité sur le mode de l'humour noir. Forum Arc-en-Ciel 1<sup>er</sup> (vo). Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Colisée 8<sup>e</sup> (vo). Escorial 13<sup>e</sup> (vo). Sept Parnassiens 14<sup>e</sup> (vo).

#### EL NORTE.

de Gregory Nava.

Deux jeunes paysans du Guatemala, chassés de leur village par la misère et la dictature, découvrent que les USA dont ils rêvaient leur réservent, eux aussi, leur dose d'oppression sordide. Quintette 5<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée. Forum Orient Express 1<sup>er</sup>. UGC Opéra 2<sup>e</sup>. Capri 2<sup>e</sup>. Odéon 6<sup>e</sup>. Ermitage 8<sup>e</sup>. Normandie 8<sup>e</sup>. UGC Boulevards 9<sup>e</sup>. Athena 12<sup>e</sup>. UGC Gobelins 13<sup>e</sup>. Paramount Montparnos 14<sup>e</sup>. Convention St-Charles 15<sup>e</sup>. Clichy Pathé 18<sup>e</sup>. Rialto Bananas 19<sup>e</sup>. Tourelle 20<sup>e</sup>.

#### AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel à la médiocrité sombre et jalouse. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleusement commentée par Mozart ou Salieri eux-mêmes, sublime. Impérial 2<sup>e</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup> (vo). Ciné Beaubourg 3<sup>e</sup> (vo). Cinoches 6<sup>e</sup> (vo). George V 8<sup>e</sup> (vo). Maxeville 9<sup>e</sup>. Olympic 14<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup>.

### ANOTHER COUNTRY de Marek Kaniévski

La vie d'un collègue anglais dans les années 30. En filigrane, comment de jeunes intellectuels gagnés au communisme sont devenus des « taupes », des espions au service de l'URSS.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo).

#### GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2<sup>e</sup>.

#### KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Racine 6<sup>e</sup> (vo). Marbeuf 8<sup>e</sup> (vo).

#### PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain. Panthéon 5<sup>e</sup> (vo). Biarritz 8<sup>e</sup> (vo).

#### SOLDIER'S STORY.

de Norman Jewison.

L'enquête sur le meurtre d'un sergent noir dans l'armée américaine de 1944 révèle des réactions différentes des Noirs, face au racisme de la société.

Forum Orient Express 1<sup>er</sup> (vo). Hautefeuille 6<sup>e</sup> (vo). Marignan 8<sup>e</sup> (vo). Montparnos Pathé 14<sup>e</sup>. Français 5<sup>e</sup>.

#### TRAIN D'ENFER

de Roger Hanin

Un film qui dénonce le racisme à partir du meurtre d'un Algérien commis il y a quelques mois dans le train Bordeaux-Vintimille par trois légionnaires. Lucernaire 6<sup>e</sup>.

#### LA DIAGONALE DU FOU.

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. St-Germain Studio 5<sup>e</sup>. Elysée Lincoln 8<sup>e</sup>. Paramount Montparnos 14<sup>e</sup>.

### ... ET MOINS RECENTS

#### LA STRADA.

de Federico Fellini avec Giulietta Massina.

Un classique du cinéma italien. Une gamine naïve accompagne un forain, une brute qui finit un jour par avoir des sentiments humains. A voir.

Reflets Médicis 5<sup>e</sup> (vo).



## D'où vient le blé de la FNSEA ?

La Cour des Comptes, organisme officiel chargé de contrôler les dépenses de l'Etat, vient de publier un pré-rapport sur l'utilisation des subventions accordées aux syndicats agricoles, c'est-à-dire presque essentiellement à la toute-puissante FNSEA, le syndicat des notables et des capitalistes du monde agricole, mais aussi au CNJA, syndicat concurrent mais lié aux mêmes et tout autant marqué à droite.

Chaque année l'Etat verse la coquette somme de deux cents milliards de centimes à l'ensemble des organisations agricoles, plus ou moins liées à la FNSEA. A ces sommes déjà rondelettes viennent s'ajouter des cotisations dont *Le Canard enchaîné* dit qu'elles sont « prélevées plus ou moins légalement », plus des taxes parafiscales perçues sur les produits livrés par les agriculteurs. Officiellement destiné à des actions en vue du développement de l'agriculture et à la formation, l'essentiel de ce pactole est détourné, de multiples manières.

Par exemple, le syndicat des céréaliers — de véritables capitalistes agraires — héberge dans ses locaux, moyennant un loyer exorbitant, un institut de recherche subventionné. Mais les cadres des deux organismes sont les mêmes, payés essentiellement par les subventions de l'Etat, mais travaillant pour le syndicat ! L'institut subventionne aussi la revue du syndicat (515 000 F en 1982)... qui bénéficie de surcroît et gratuitement des résultats de ses recherches.

Autre exemple : la FNSEA perçoit cinq millions de francs pour la formation. Elle n'en dépense qu'un demi... Et l'association chargée de la formation, elle, a vu quatre millions de francs détournés de 1975 à 1983 !

Quant au CNJA, la Cour des Comptes l'accuse d'avoir consacré l'essentiel des six millions perçus au titre du « développement » à organiser un championnat de France de labour, un stand syndical au salon de l'Agriculture, des rallyes et des manifestations...

Des manifestations pour réclamer plus de subventions, probablement...

A.M.

## Le Tapie breton

*Le Figaro* du 1<sup>er</sup> avril a découvert un émule de Bernard Tapie en la personne d'un certain Vincent Bolloré, patron d'une entreprise « modèle » de Quimper.

Une PME, cette « Bolloré Technologies », mais qui est devenue un leader mondial grâce au marché des condensateurs, qui en quatre ans a doublé son chiffre d'affaires et investit maintenant partout « de l'agro-alimentaire à l'aquaculture ».

Le secret de sa réussite ? La diversification « à la japonaise » et le « consensus » social « à la japonaise » également, puisque les travailleurs ont accepté une baisse de leurs salaires de 14 % pour permettre le redémarrage de l'entreprise.

*Le Figaro*, enthousiaste, ajoute que Bolloré est « en route pour de nouvelles aventures » et va sponsoriser un bateau... sans préciser s'il s'agit d'une galère.

S.M.

# Après les nationalisations et leurs indemnisations, la grande braderie ?

Les récents propos d'Edith Cresson, ministre du Commerce extérieur et du Redéploiement industriel, au journal *Libération*, par lesquels elle reconnaissait être « dans certains cas » pour une « diminution de la participation de l'Etat dans l'industrie », ont relancé la polémique sur le sujet.

Michel Noir, secrétaire général de l'industrie au RPR, le parti de Chirac, se félicite que les socialistes « redécouvrent la logique de la dénationalisation » et en profite pour révéler précisément que « Thomson annoncerait prochainement la mise sur le marché d'une partie des actions de certaines de ses filiales ».

Voilà donc le gouvernement socialiste qui s'apprêterait à revendre (sans doute à bas prix) aux actionnaires privés ce qu'il leur avait acheté à prix d'or il y a quatre ans. Les indemnisés vont pouvoir profiter de la braderie !

Nationalisations — privatisations : les oscillations juridiques de l'économie capitaliste rapportent toujours aux mêmes gros malins.

Dans son interview à *Libération*, Edith Cresson justifie ainsi son accord : « Si l'Etat estime que, cas par cas, il peut le faire, éventuellement parce qu'il aurait besoin de l'argent pour investir ailleurs, pour quoi pas ? »

Ce peut être aussi une excellente occasion de faire de nouveaux cadeaux aux capitaux privés. Qu'il « nationalise » ou « privatise », c'est-à-dire qu'il achète ou vende ses parts de sociétés, l'Etat reste toujours un partenaire intéressant pour les capitaux privés !

Au bout du compte, ces « privatisations » sont aussi des gestes politiques. La droite ne peut faire du



Thomson va-t-elle revendre une partie des actions ?

« libéralisme » son credo et rompre des lances contre « l'étatisme socialiste » sans faire du battage en faveur des « privatisa-

tions ». Quant aux socialistes, c'est une occasion pour eux de démontrer, si besoin était, leur bonne volonté à l'égard de la bourgeoisie,

tout en espérant désamorcer un thème de campagne électorale de la part de la droite.

Alain MARQUET

## Nationalisations et privatisations dans les différents pays capitalistes

Pour l'instant, en France, on ne fait qu'en parler, de ces « privatisations ». Dans d'autres pays occidentaux, les gouvernements en place étudient la question et passent parfois aux actes.

En Angleterre, Margaret Thatcher a supprimé la compagnie pétrolière nationale et privatisé la British Telecom dont les actions ont été vendues dans le grand public. Au Japon, le gouvernement a abandonné le monopole sur les télécommunications qui remontait à 1868 ! Au Canada, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney envisage de privatiser les sociétés d'aviation De Havilland et Canadair, la société minière Eldorado Nuclear et la société qui détient le monopole des télécommunications avec l'étranger, Teleglobe Canada. En Allemagne de l'Ouest, le gouvernement démocrate-chrétien d'Helmut Kohl a adopté un projet de privatisation de cinq grandes entreprises, dont Volkswagen, Viag et deux banques.

A vrai dire, ces campagnes de privatisation sont plus symboliques que réelles. Elles ne touchent qu'un petit nombre des sociétés dans

lesquelles l'Etat détient des participations : une demi-douzaine sur 400 au Canada, cinq à dix sur plus de 900 en Allemagne. Et il s'agit, la plupart des fois, de secteurs secondaires. Le gouvernement canadien l'exprime formellement : sont exclues de toute nationalisation les sociétés « qui sont des instruments de politique nationale », telles Air Canada, Radio Canada ou Petro-Canada.

Enfin, ces opérations sont très relatives : elles consistent à vendre aux capitaux privés une part seulement du capital détenu par l'Etat. Le cas le plus significatif est celui de Volkswagen. En fait de société « nationale », l'Etat en détient à peine 20 %. Avec la « privatisation », sa participation descendra à 14 % ! Dans d'autres cas, où l'Etat est très fortement majoritaire, à 90 ou même 100 %, les cessions de parts seront plus importantes. Mais, dans tous les cas, l'Etat restera majoritaire à plus de 50 % !

Qu'on parle de privatisation ou pas, l'économie des pays capitalistes ne peut plus se passer du financement massif de l'Etat, que ce soit

sous forme de commandes ou de participations financières. Même dans les pays les plus acharnés à se targuer de « libéralisme » économique, plusieurs centaines de sociétés, dont des plus importantes, appartiennent en partie ou en totalité à l'Etat, la présence de l'Etat dans l'économie nationale pouvant atteindre de 30 à 50 %. Quel que soit le régime politique, on assiste depuis plusieurs décennies à des nationalisations rampantes de l'économie, où les pertes sont publiques et les profits privés.

La participation de l'Etat est aujourd'hui indispensable à la survie de l'économie dite de « marché ». L'Etat, avec l'argent des contribuables, soutient artificiellement les secteurs non rentables dont le maintien est toutefois nécessaire pour permettre aux actionnaires privés d'accumuler les profits dans les secteurs baptisés « rentables ». La béquille étatique assure aux capitaux privés la garantie de commandes, de subventions, de participations aux frais généraux, à la recherche, aux investissements, aux risques, etc.